LA REVUE DE POLOGNE

Paris, 29 *février* 1916.

Nous consacrons ce numéro plus spécialement à l'évolution qui s'accomplit en ce moment dans l'opinion française et russe en ce qui concerne l'avenir de la Pologne. Nous constatons que dans les milieux politiques mêmes, on commence à situer la question polonaise sur la base qui correspond de plus en plus à la réalité des choses. Les idées préconisées — et conçues malheureusement à l'époque où l'Allemagne sans contrôle imposait sa façon de voir à l'Europe — laissent place à une conception, adoptée par les Alliés, et dont le point de départ est la souveraineté des nations. Cette guerre qui finira par proclamer et établir le Droit de la Nationalité, complétant ainsi la charte de l'Europe moderne où est déjà inscrit le Droit de l'Homme, a élargi l'horizon des intérêts communs des petites et des grandes nations. Elle a prouvé que les unes comme les autres sont également indispensables pour la paix du monde qui ne peut être réalisée que sur la base de cette égalité des nations au point de vue de leur droit de vivre. Cette guerre à démontré d'une façon éclatante que les facteurs *impondérables* tels que la dignité nationale, le sentiment de l'unité nationale, *pèsent* sur la marche des événements aussi bien et souvent plus encore que les facteurs matériels de la richesse économique ou de la puissance militaire.

L'opinion française semble enregistrer ces faits non pas nouveaux, certes, mais dont l'importance en était trop souvent méconnue, avec un rare bonheur d'entendement. L'opinion russe, se dégageant de l'empreinte allemande, semble s'avancer aussi sur cette voie.

Il ne nous reste qu'à souhaiter, que cette évolution s'accomplisse dans un temps utile, ne laissant pas aux ennemis du principe national la possibilité de l'exploiter à leur profit.

Le temps qui s'écoule pendant cette guerre n'est-il pas précieux comme le sang qui jaillit d'une blessure ouverte ?

Et l'avenir meurt de perte de temps, comme un organisme meurt de la perte du sang.

La Question polonaise et l'Opinion française

Pour la Pologne

« Un vif mouvement de sympathie se manifeste en ce moment dans tout le monde civilisé pour la cause de la malheureuse Pologne. qui est, avec la Belgique, avec la Serbie, et avec les provinces envahies de la France, au nombre des victimes les plus infortunées de la guerre actuelle.

On sait qu'en Italie, la Chambre des députés a affirmé cette sympathie par le vote d'une résolution unanime. En Amérique, M. Woodrow Wilson, président des Etats-Unis, a, d'accord avec le Sénat, proclamé que le 1er janvier 1916 serait un jour consacré aux offrandes destinées à secourir la nation polonaise. En France, plusieurs organes se sont fondés pour attirer l'attention publique sur la cause polonaise, et notamment la *Pologne aux Polonais* et la *Revue de Pologne.* »

Le Temps, 5 février 1916.

Nous commençons le compte-rendu du mouvement pro-polonais dans la presse française par l'étude magistrale du prof. Ed. Rossier. dont l'autorité dépasse la frontière suisse.

Il est entendu que, sans découvrir en moi aucune haine pour l'Allemagne, je souhaite le succès de la Triple ou Quadruple Entente. Malgré de nombreuses désillusions, je le considère comme plus avantageux pour l'autonomie des peuples, plus sain, qu'un triomphe de l'idéal germanique tel que nous l'ont révélé des publicistes abondants et de doctes professeurs. C'est pour cela que, au risque de me faire accuser d'hostilité par des gens à qui je veux du bien, j'ai signalé les erreurs que nous autres neutres, qui entendons toutes les voix, croyons souvent reconnaître. La diplomatie de l'Entente ne les a pas ménagées.

Je m'inquiète aujourd'hui des victoires du germanisme. Sans doute l'extension de ses lignes diminue la vigueur de ses coups : mais elle augmente son champ d'influence et ses ressources profondes. Quelle tâche agrandie les armées françaises, anglaises et russes n'ont-elles pas devant elles ! Si l'Allemagne dépouillée de ses marchés, de ses colonies, de ses lignes de navigation, doit reconquérir le monde, l'Entente doit reconquérir l'Europe. Toutes les régions incertaines, celles pour lesquelles on se battait, sont en passe de lui échapper, les unes soumises par la violence, d'autres absorbées par l'attraction du plus fort. Depuis longtemps, pour obvier aux mauvaises nouvelles trop fréquentes, on en est réduit à invoquer l'usure... l'usure du germanisme à laquelle tous nous voulons croire ; quand bien même l'histoire prouve que, lorsque deux camps combattent avec toutes leurs forces, l'usure est à peu près la même pour chacun.

Et tandis que les adversaires ont l'air de se recueillir un instant pour se porter de nouveaux coups qui, pas plus que les autres, ne seront décisifs, une erreur de plus va peut-être se commettre dont le résultat serait, non pas d'assurer la victoire de l'Allemagne — il n'est pourtant pas question de cela ! — mais de conduire en fin de compte à cette paix, qui maintenant apparaît à l'horizon de chacun, cette paix qui résulterait de la lassitude, de l'épuisement, qui laisserait le germanisme uni, avec ses clients et ses sujets, en face d'ennemis divisés qui n'auraient pu le vaincre.

***

De toutes les nations que la déclaration de guerre a fait vibrer d'inquiétude, de douleur et d'espérance aussi, il n'y en a pas eu de plus profondément émue que la Pologne. Son sort était tragique. Elle savait que son territoire servirait de champ de bataille, que des Polonais combattraient les uns contre les autres. Chose encore plus grave, peut-être, elle n'était pas d'accord sur les moyens de sa régénération ; les uns, sensibles à l'instinct de race, croyaient en la Russie ; d'autres, reconnaissants à la puissance qui, depuis cinquante ans, leur avait témoigné le plus d'égards et de confiance, souhaitaient le succès de l'Autriche. C'est le fait d'un pays ouvert à des influences diverses : en Suisse, nous serions mal venus à nous en étonner.

Pourtant la Pologne ne maudissait pas la guerre. Elle savait que ceux-là mêmes qui feignaient de l'ignorer en temps de paix étaient prompts à venir à elle dans les heures difficiles. A un siècle de distance, dans la crise suprême de l'Europe, Napoléon et Alexandre s'étaient disputé ses bonnes grâces, semant des promesses magnifiques... Si l'on avait fait cela autrefois pour s'assurer l'appui d'une noblesse de quelques centaines de milliers d'âmes, que ne ferait-on aujourd'hui qu'une nation s'était formée et que le peuple comprenait ? La Pologne considérait la guerre comme une épreuve terrible, qui lui coûterait sa richesse, son bien-être, où une multitude des siens laisseraient leur vie ; mais, par delà le sacrifice sanglant, elle discernait une ère meilleure : le triomphe de l'idée, la reconstitution de la patrie.

L'événement parut lui donner raison. A peine la guerre durait-elle depuis quinze jours que le grand-duc Nicolas lançait son célèbre manifeste : « Polonais, l'heure a sonné où le rêve sacré de vos pères et de vos aïeux peut être réalisé. Il y a un siècle et demi que le corps vivant de la Pologne fut déchiré en morceaux, mais son âme ne mourut pas... Le cœur ouvert, la main fraternellement tendue, la grande Russie vient à votre rencontre...

L'union nationale, c'est ce à quoi la Pologne tenait le plus. Les conditions de l'autonomie, la personnalité du souverain, c'étaient affaires secondaires. Elle était sûre qu'une fois réunie elle trouverait en elle-même les moyens de vivre, de croître, de se faire apprécier et respecter. Seulement, comme corollaire, il fallait une victoire complète sur le germanisme afin que les co-partageants du XVIIIe siècle ne pussent plus, une fois le premier effarement passé, revenir à la curée; afin que l'ancienne et glorieuse nation, retrempée par le malheur, sortie vibrante de la guerre, pût garder sa place

dans l'Europe renouvelée, avec la sécurité dans le présent et, pour l'avenir, les longs espoirs.

Avec la Russie, qui reconnaissait sur le tard l'immense erreur qu'elle avait commise autrefois en appelant les puissances allemandes en pleine région slave, la Pologne comptait se réconcilier complètement. Elle accepterait le souverain de son choix. Elle renoncerait sans arrière-pensée à la Lithuanie, ce redoutable héritage des Jagellons qui avait jeté ses rois dans les conflits de l'Est, à l'Ukraine lointaine qui avait élargi jusque près de la mer Noire ses frontières historiques.

Le manifeste du grand-duc enleva presque toute saveur aux avances de l'Autriche qui, invoquant le sort avantageux qu'elle avait fait à ses sujets de Galicie, parlait aussi d'union et d'autonomie et s'occupait de former une légion polonaise pour combattre à côté de ses armées. Quant à l'Allemagne, elle ne disait rien encore et elle avait grand'raison, car personne ne l'aurait prise au sérieux... Qu'un second pas eût été franchi, qu'un commencement de réalisation eût suivi la promesse et la Pologne se jetait avec toutes ses ressources dans la cause de l'Entente. Ce n'était pas seulement un champ de recrutement agrandi, c'étaient des intelligences sans nombre en pays ennemi ; en cas d'offensive russe, c'étaient des guides sûrs, des charrois faciles, des approvisionnements assurés ; en cas d'invasion allemande, le mauvais vouloir universel, la haine violente ou sournoise, les faux rapports, les surprises, les embuscades : tout ce qui oblige une armée à disséminer ses forces, ralentit sa marche et affaiblit ses coups.

Pourquoi cela n'est-il pas arrivé ?

***

Le grand-duc avait agi en soldat, sans enthousiasme, peut-être, mais par nécessité militaire. Il avait avec lui le souverain, plein de bonnes intentions comme toujours, aussi convaincu qu'il peut l'être, jusqu'à ce qu'un autre lui ait fait admettre le contraire. Les ministres suivaient tant bien que mal. Mais la bureaucratie, ce corps énorme qui se recrute par cooptation, vit de sa vie propre, côtoie la nation plus qu'il ne la pénètre, sépare ses intérêts de ceux de l'Etat et préfère à la perte de ses privilèges l'humiliation de la patrie... la bureaucratie n'avait jamais accepté le manifeste. La réconciliation des deux peuples, l'avènement des Polonais à toutes les fonctions publiques, cela représentait la perte de vingt mille ou trente mille places infiniment désirables. Car, en pays allogène, où le règlement est sévère, la surveillance constante, le fonctionnaire est dans son élément : non seulement il fait payer ses faveurs, mais il peut obéir sans scrupules à tous les instincts de son âme, malmener l'administré, exercer les mille tracasseries qui sont les délices de sa vie.

Dès que le manifeste eut été promulgué, la bureaucratie s'efforça d'en atténuer les effets. L'adjoint civil du gouverneur de Varsovie fit des difficultés aux journaux qui prétendaient le reproduire et le commenter ; les fonctionnaires comme un seul homme déclarèrent qu'il ne fallait pas se bercer d'idées fausses et d'espérances prématurées. Ils prirent pour tâche de décourager les

bonnes volontés, de glacer les dévouements, ils voyaient au contraire sans courroux les rares partisans de l'Autriche recruter de nouveaux polonais pour renforcer les légions. Et tandis que toute l'Europe libérale saluait avec joie la réconciliation des deux nations slave, le seul pays où l'on s'attacha à diminuer les effets de la promesse, ce fut celui où elle devait agir. Intéressante manifestation de cette puissance tsarienne, qui étouffe comme une offense la volonté nationale et qui ne peut, même à une heure décisive, triompher de ses propres agents et atteindre son peuple.

Alors comme aujourd'hui, la bureaucratie détestait cette guerre. Elle considérait la monarchie prussienne muée en empire allemand, comme le plus ferme soutien de son autoritarisme et de son arbitraire. Obligée de suivre le courant, elle entendait soutenir la lutte par les moyens anciens : l'appel à la nation la blessait, les vastes perspectives de liberté l'épouvantaient. Et quand les armées russes eurent occupé la moitié de la Galicie, les fonctionnaires qui s'étaient opposés à toute cession de la Bukovine ou de la Bessarabie se jetèrent sur cette proie nouvelle : ils persécutèrent les Ruthènes dans leurs sentiments et dans leur religion ; ils s'efforcèrent de ramener à l'état de troupeau servile un peuple sur qui avait passé un demi-siècle de vie constitutionnelle.

Partout l'impression fut énorme. La Pologne retomba du haut de ses espérances et de ses illusions ; les Slaves de l'Autriche-Hongrie ne virent plus de fin à leurs malheurs ; dans la péninsule des Balkans une inquiétude passa. Avant même que la révélation des ambitions russes sur Constantinople eût paralysé les efforts des plus dévoués partisans de l'Entente, la presse gouvernementale bulgare dénonçait avec une ardeur avertie l'oppression russe, le danger russe... Nous avons attribué toute cette campagne aux intrigues et à l'or de l'Allemagne. Il faut reconnaître qu'on lui avait singulièrement facilité la tâche.

***

Les résultats n'ont pas tardé. Quand les maréchaux Mackensen et Hindenburg, refoulant devant eux les Russes à peine armés, eurent fait place nette en Galicie et dans le royaume de Pologne, il se trouvèrent au milieu d'une population passive et inerte qui ne savait plus pour qui faire des vœux. Elle voyait les Allemands sans plaisir. Depuis le temps des vieilles luttes contre les Chevaliers teutoniques, elle savait à quoi s'en tenir sur leur compte. On a remarqué que, quand les Impériaux ont fait leur entrée à Varsovie, étendards déployés, au son entraînant de musiques guerrières, les passants affectaient de ne pas s'apercevoir de leur présence ; ce dont les officiers du kaiser ont gardé quelque rancune... Mais à quoi se rattacher ? Le manifeste du grand-duc n'était plus qu'un lointain souvenir qu'aucune exécution n'était jamais venue renforcer. Sans doute, au cours de l'été 1915, d'excellentes paroles retentissaient à la Douma ; mais on avait attendu pour les prononcer qu'il n'y eût plus de Russes en Pologne...

Cette incertitude se prolonge. La nation manque d'ailleurs de confiance en sa voisine : elle a été déçue trop de fois. Elle sait que les plus belles promesses des généraux, des ministres, du

souverain lui-même n'ont aucune chance de se réaliser aussi longtemps qu'une bureaucratie réactionnaire imposera sa toute puissance à l'Etat. Elle sait encore que le Russe est peu accessible au compromis. Toutes les fois qu'il a la force, il suit son instinct héréditaire qui le pousse à s'étendre sur la plaine immense, conquérant et absorbant les peuples... Pour que la Pologne prenne confiance, il lui faut un engagement collectif de l'Entente qui lui dira ce qu'elle doit espérer et croire. Rien ne vient.

De l'autre côté on parle et même on agit. L'Allemagne semble être revenue des rêves prodigieux du début de la guerre. Elle ne s'associe même plus aux demandes des grandes associations de l'empire qui voulaient attacher à chacun de ses flancs un vaste champ d'expansion. Apauvrie et décimée, elle ne souhaite plus qu'une bonne paix, une paix qui lui assurerait quelques gages : ports, forteresses, rectifications de frontières et laisserait ouverte la route chèrement conquise qui va vers les pays d'Orient.

Cette paix, elle l'inaugurerait volontiers par une réconciliation avec la Russie. Alors, plus d'espérance pour la Pologne : elle retomberait, plus sacrifiée que jamais, sous le joug de ses anciens maîtres, et, à cent cinquante ans de distance, l'histoire recommencerait telle que l'exposait Frédéric II, dans une édifiante correspondance avec son frère, au moment du premier partage : « Cela réunira les trois religions, grecque, catholique et calviniste — c'est-à-dire la Russie, l'Autriche, la Prusse, — car nous communions d'un même corps eucharistique qui est la Pologne, et si ce n'est pas pour le bien de nos âmes, ce sera sûrement un grand objet pour le bien de nos Etats. » A quoi le prince Henri répondait : « Si tout cela conduit à une alliance durable des trois puissances, cette alliance fera la loi à l'Europe... » Mais ce projet se heurte à des obstacles : il y a des engagements précis qu'il serait quand même un peu trop raide de violer ; et surtout l'ancienne Russie qui désire la paix a peur de la nouvelle qui n'en veut pas.

Alors on cherche à faire quelques concessions à des peuples hésitants ou déjà réduits, à leur assurer quelques avantages, à les bercer de quelques illusions, pour gagner les clients de l'adversaire, diminuer ses ressources et augmenter les siennes propres.

Peut-être y a-t-il là autre chose qu'un acte de guerre. On dit que l'empereur Guillaume II, parmi tous les titres dont on le salue, est particulièrement sensible à celui de *liberator*. A défaut de l'épanouissement triomphant du germanisme dans le monde, il entreverrait une sorte de haute protection sur les peuples : Polonais, Magyars, Balkaniques et d'autres avec eux... Si, comme tout porte à le croire, ces nationalités devaient laisser le kaiser fixer les conditions de leur bonheur, ce ne serait qu'une autre méthode pour revenir au même but. Mais il n'est pas indifférent de mettre les formes de son côté.

La Pologne est un premier champ d'expérience. On parle en Allemagne d'en faire un royaume, pas tout à fait libre, un peu mieux que vassal, ne laissant de côté que la troublante question de savoir qui régnera : un Hohenzollern ou un Habsbourg ? On a doté Varsovie d'une université polonaise, tandis que les Russes avaient fermé celle de Lemberg ; on va ouvrir une école d'officiers. Et si le gouverneur limite de plus en plus la liberté d'action du

comité civique présidé par le prince Lubomirski, si une commission scolaire essentiellement germanique prétend organiser les écoles, si le peuple souffre de la faim, c'est que les Allemands ne sont pas très habiles à assurer la liberté et le bonheur.

Ainsi la nation mutilée et sanglante est courtisée jusque dans sa misère. Elle reste forte d'ailleurs. Les Russes qui ont entraîné dans l'intérieur de l'empire une foule de femmes, d'enfants et de vieillards, ont laissé en arrière un million d'hommes qui se sont accrochés à la terre natale. Il y a là les éléments d'une main-d'œuvre puissante et d'une armée nombreuse. L'Allemagne le sait et agit. Et ces hommes, qui ne l'aiment point, l'écoutent sans la croire et, avant que de répondre à ses avances, attendent un autre appel qu'ils désirent et qui ne vient pas.

***

Tel est peut-être le plus grand fait du jour : la Pologne va choisir son camp et jeter ses dernières forces dans la lutte. Mais l'Entente restera-t-elle indécise ? Elle s'est mise d'accord, on nous l'affirme du moins, sur toutes les questions militaires. Ne va-t-elle pas aussi fixer sa politique, redresser son drapeau, jeter aux peuples la promesse qu'ils attendent ?

C'est le moyen d'élargir son terrain, de fortifier ses rangs. C'est son devoir vis-à-vis de la multitude des héros qui sont allés à la mort pour la liberté.

ED. ROSSIER.

Gazette de Lausanne, du 21 février 1916.

Projet d'autonomie polonaise

L'intention qu'on prête à l'Allemagne d'obtenir de l'empereu François-Joseph qu'il renonce à son ambition de devenir roi de Pologne et qu'il acquiesce au projet berlinois d'autonomie en faveur de la Pologne russe ne laisse pas de présenter un côté bizarre. Berlin protégeant les Polonais, Berlin apportant aux Polonais des libertés et des privilèges, qui l'eût cru et qui l'eût dit ?

Ce manteau de libérateur où l'Allemagne se drape pour se montrer aux Polonais du Royaume paraît d'autant plus singulier que les Polonais de Posnanie, c'est-à-dire les Polonais confinés sous le joug prussien, continuent de subir le régime de la main de fer dans le gant de fer qui fut de tout temps leur apanage.

Ils ont invité depuis la guerre le gouvernement prussien à suivre l'exemple général et à relâcher la chaîne qui les unit à leur maître : mais à leurs demandes on s'est contenté de répondre par de vagues assurances. Invariablement, les ministres ont déclaré qu'ils admettaient la possibilité d'une nouvelle orientation, mais *après la guerre*. M. Lœbell, le ministre prussien de l'intérieur, n'a même pas voulu préciser le sens de cette orientation nouvelle. Il n'a pas dit si les écoliers polonais de Posnanie auraient désormais la permission de prier Dieu dans leur langue, il n'a pas dit s'il serait mis fin à cette guerre à la race polonaise qui, sous le nom de politique de colonisation, a provoqué tant de misère et fait couler tant de larmes.

Un récent article du célèbre professeur d'économie politique, M. Gustave Schmoller, en ferait douter. M. Schmoller vient de publier une savante mais inhumaine étude où il exige que les Polonais de Posnanie renoncent une fois pour toutes à leurs aspirations nationales dans le domaine politique. Qu'ils se résignent à ne plus manifester leur polonisme que dans la vie privée ! Et encore ! Le gouvernement de Berlin, d'après M. Schmoller, devrait avoir le courage d'affirmer hautement « que la germanisation du pays jadis polonais (*sic*) sera continuée ». Si les Polonais ne sont pas contents en Prusse, qu'ils le disent, ou plutôt qu'ils ne le disent pas et qu'ils émigrent !

Les sentiments de M. Schmoller à l'égard des Polonais sont très évidemment partagés en haut lieu. Toute la bureaucratie prussienne déteste cette « race inférieu e » et l'on se rappelle qui tint au tsar ce propos qui fut si discuté il y a quelques années : « Les Polonais sont de méchantes gens à qui l'on ne doit parler qu'avec un bâton. » Mais l'Allemagne qui s'était montrée, au début de la guerre, si inférieure au point de vue diplomatique, n'a pas laissé depuis lors de réparer certaines erreurs. Sa politique à l'égard de la partie occupée de la Pologne russe ne manque assurément pas d'habileté.

Le gouvernement de Berlin a dit aux Polonais du Royaume : « La Russie, par l'organe du grand-duc, vous avait promis, au mois d'août 1914, toutes les franchises et toutes les libertés. Vous avez cru et vous avez marché. Et comment la Russie a-t-elle tenu sa parole? Vous connaissez mieux que nous, pour en avoir pâti, les maladresses et les fautes commises en Galicie. Vous avez versé votre sang pour le Moscovite. Il vous en a récompensé de la façon que vous savez et en dernier lieu par cette évacuation précipitée, après la prise de Varsovie, qui a semé les routes de l'empire de cadavres polonais Eh bien ces réformes que la Russie vous avait promises et qu'elle ne vous a pas données, nous vous les octroyons, nous, les Germains »

Joignant les actes aux paroles, le vainqueur allemand a déjà ouvert une université polonaise à Varsovie, largement étendu l'usage de la langue polonaise dans les diverses administrations, réalisé en un mot maintes aspirations nationales. Et le couronnement de ces opérations, la proclamation de l'autonomie, serait à la veille de se produire. Si vraiment Berlin obtient l'acquiescement de Vienne à ce projet, Berlin aura fait un coup très habile.

Assurément, au lendemain d'une guerre qui lui permettrait de dicter ses conditions, la Prusse s'arrangerait de façon à ce que l' « autonomie » du Royaume ne fit pas tache d'huile et ne donnât pas aux Posnaniens de coupables espérances qu'on est bien résolu à ne pas satisfaire. Mais en attendant, l'Allemagne aurait toute liberté, à la faveur de l'atmosphère amicale créée dans le Royaume de Pologne, de réaliser le but, le but pratique de l'autonomie : le recrutement d'une nouvelle armée polonaise destinée à marcher contre les Alliés.

Berlin dirait encore aux Polonais naguère russes : « Nous vous avons donné l'autonomie ; mais cette autonomie, défendez-la, conquérez-la les armes à la main. Venez avec nous contre les Russes, les Anglais et les Français » Or, on estime à 800.000 hommes, au moins, les effectifs militaires encore disponibles du Royaume de Pologne et de la partie polonaise de la Ruthénie blanche. Les Russes ont très peu recruté et l'évacuation a seulement affecté la partie orientale du pays.

En présence de la disette d'hommes qui va se manifester de plus en plus parmi les belligérants et qui pourrait devenir fatale aux Empires du centre, la formation d'une nouvelle armée polonaise au bénéfice de l'Austro-Allemagne constitue pour les Alliés un grave péril.

Mais ce péril, à vrai dire, pourrait se retourner contre les Austro-

Allemands. Et il suffirait pour cela que les Etats de la Quadruple-Entente fissent entendre enfin en faveur de la Pologne ces paroles décisives que la Pologne attend. L'élite polonaise, dans sa majorité, souhaite la victoire des Alliés et croit en elle. Que les Alliés rendent aux Polonais en promesses catégoriques les sympathies que les Polonais marquent aux champions de la justice et du droit. Un engagement solennel signé de la France, de l'Angleterre, de l'Italie et de la Russie obtiendrait un retentissement immense. Du coup, l'Allemagne devrait renoncer à son projet de recrutement. Ou bien si elle y persistait, l'ordre de mobilisation pourrait donner le signal d'une révolution désastreuse. Et l'Allemagne est bien trop prudente pour risquer une telle catastrophe.

M. MURET.

Les Aspirations polonaises

M. ALBERT BONNARD :

« La Pologne n'a pu être asservie que parce qu'elle était partagée et que ce méfait historique créait entre ses auteurs une solidarité que la guerre actuelle a, pour la première fois, brisée. La France et l'Angleterre comprendraient bien ce que vaudrait pour elles la reconstitution d'un royaume, qui, par la force des choses et la logique des idées, resterait leur allié et leur client. Il mettrait un tampon nécessaire entre le pangermanisme et le panslavisme, inaccessible qu'il serait aux visées de l'un ou de l'autre. Huit fois grande comme la Belgique, la Pologne serait de taille à rendre impossible toute attaque brusquée, de l'est ou de l'ouest.

« Quel lien subsisterait avec la Russie ? Le manifeste du grand-duc Nicolas laissait entendre que le tsar serait roi. Autonomie ? Union personnelle des deux couronnes ? Ceux-là même qui entendent lutter jusqu'à la victoire aux côtés de l'empire moscovite, n'acceptent en général ni l'une, ni l'autre. L'autonomie serait toujours précaire. Il ne faut pas renouveler l'expérience de 1815 à 1830, qui a mal fini. Elle apparaîtrait aux Russes comme un privilège dont ils seraient jaloux, et tireraient vengeance. L'union personnelle ne serait pas acceptée par les Russes eux-mêmes, qui, dans leur dogmatisme étroit, n'admettent pas qu'un tzar orthodoxe puisse, sans déroger, être le souverain d'un royaume catholique. *L'indépendance reste la solution idéale* et ne peut résulter que d'une victoire russe. On donnerait au nouveau royaume un chef emprunté à une dynastie régnante hors d'Allemagne, ou même un souverain national. Plusieurs noms sont déjà mis en avant et on pressent la difficulté de trouver, parmi les grandes familles historiques, un prince qui s'impose à tous.

« Il est superflu de souligner combien cette hypothèse paraît en dehors des réalités apparentes. Je comprends, certes, les Polonais qui préfèrent l'indépendance complète et désirent tourner le dos aux trois partageurs. Je crois que ce serait dans l'intérêt de l'Europe comme dans celui de la Pologne. Il est temps qu'un des pires forfaits de l'histoire soit réparé. Ce peuple l'a bien mérité par l'opiniâtreté de son patriotisme. Un siècle et quart a passé sans amollir sa revendication. Peu de grandes causes eurent plus de martyrs. Quand il s'est agi de refaire leur patrie, les Polonais n'ont reculé ni devant les batailles rangées, ni devant les persécutions individuelles. Leur idéal s'est élargi. Leur peuple a porté plus de fleurs et de fruits dans l'adversité. Ses grands écrivains, ses grands artistes abondent. Il a gardé, il a élevé son individualité ethnique. Il est plus vivant que jamais. Il a un droit imprescriptible à l'indépendance. En effaçant

une des causes les plus légitimes d'exaspération et de rancune, en travaillant une fois pour la justice, *l'Europe se rapprocherait de l'équilibre, c'est-à-dire de la paix.* Il y a place chez elle pour cette nation vaillante, spirituelle, généreuse, aimable et bien douée. »

(*La Semaine Littéraire*, 29 janvier 1916.)

La France oublierait-elle le principe des nationalités ?

« La Pologne est un *pays martyr* au même titre que la Belgique. Au début de la guerre, le tzar lui promettait l'autonomie. Or, tant qu'il était en son pouvoir de prendre des mesures libérales, il n'en a rien fait. A l'heure actuelle, où la Pologne russe est envahie, ce sont les Allemands qui prennent l'initiative des réformes ardemment désirées par les Polonais, depuis des siècles : ouverture d'écoles polonaises, admission partielle de la langue polonaise devant les tribunaux, promesse d'autonomie future. Les Allemands veulent faire de la Pologne une nouvelle province germanique, et y établiraient le service militaire obligatoire pour combler les vides énormes qui se sont produits dans leur armée. *Le danger est grand parce que, en fin de compte, personne ne pourrait en vouloir aux Polonais de n'être plus hostiles aux Prussiens qui, eux, réalisent les promesses des Russes.*

« Le front oriental a pénétré très avant dans les terres russes. La population, lasse de paroles, lasse d'espoirs toujours déçus, assiste muette et passive au spectacle de la guerre. Elle se laisse réquisitionner sans résistance pour la réfection des routes, pour la fabrication des munitions et, par son attitude indifférente, décharge les Allemands du soin de la surveiller. Si, au contraire, les Polonais avaient foi *en leur avenir indépendant et libéré de tout joug*, ils suivraient une tactique différente, provoqueraient des interruptions dans le ravitaillement du front allemand, cacheraient ou détruiraient les denrées réquisitionnées, transformeraient toute retraite en désastre.

« Il est donc, non seulement de notre devoir, mais *de notre intérêt le plus immédiat*, de faire nôtre la cause polonaise, en nous proclamant les champions de leur indépendance nationale et en montrant amicalement au gouvernement russe le danger de toute duplicité à leur égard.

« Des millions de Polonais s'adressent à nous, croient en nous, veulent entendre notre voix réconfortante. Ils ont besoin, pour persévérer, pour lutter contre l'Allemand, de savoir que leurs souffrances ont éveillé des sympathies. Il leur faut la confiance. Mais voilà ! Le gouvernement français ignore ces questions. Il ne sait guère d'histoire, encore moins la géographie. L'ethnique l'effare. Peu lui chaut qu'un peuple se fasse massacrer pour nous, là-bas, dans les plaines de Varsovie.

« Aucun élément d'affaiblissement des empires du centre, si petit soit-il, ne doit être négligé. Or, le Gouvernement méconnaît, en restant silencieux, et les intérêts français et le grand principe des nationalités en l'honneur duquel, depuis dix-huit mois, nos soldats tombent sur le champ de bataille.

Le Radical (2 *février* 1916).

* * *

Dans *Le Journal* du 27 courant, nous trouvons un excellent article de M. Saint-Brice, qui avec une grande clairvoyance expose la situation actuelle de la question polonaise.

Si nous parlions un peu de la Pologne ? Ne va-t-on pas m'objecter tant de sujets d'une actualité plus brûlante : resserrement du blocus, développements balkaniques sous la poussée de plus en plus puissante des Autrichiens qui, maîtres de Scutari et de la Bojava, avancent leurs têtes de colonne jusqu'aux portes de Saint-Jean-de-Médua évacué. Les Polonais sont intéressants certes. Mais l'heure de la délivrance est encore si lointaine ! Il sera temps d'y penser alors. Que voulez-vous qu'on fasse en attendant ? Rien de plus faux ce que raisonnement. Ce qu'on peut faire, ce qu'on doit faire pour la Pologne ? Tout simplement contrecarrer, dans la mesure du possible, les manœuvres de l'ennemi.

Vous n'imaginez pas, je suppose, que nos adversaires négligent un aussi bel atout ? Le silence s'est fait depuis que les Russes ont dû évacuer les lignes de la Vistule. Mais ce silence ne signifie pas l'inaction. Certes, la rudesse teutonne n'a pas entièrement abdiqué ses vieilles habitudes en pays conquis. Il faut reconnaître pourtant que les Allemands ont essayé, pour une fois, de plier leurs mœurs aux nécessités politiques. Ils ont voulu donner aux Polonais l'illusion de la liberté. Je ne dis pas qu'ils aient réussi. L'organisation d'autonomies locales, la création d'une université polonaise à Varsovie sont des gestes trop manifestement calculés, pour que des esprits affinés par de longues épreuves soient dupes. Quant les Allemands viennent dire aux Polonais. « Nous vous donnons des libertés, il faut vous armer pour les défendre ; votre cause est la nôtre ; il y a chez vous quelque 400.000 jeunes gens en état de servir, qu'ils viennent à nous ! » la ruse est vraiment un peu trop grossière.

On pourrait la négliger, s'il n'y avait en cause que les Prussiens hakatistes, oppresseurs de la Posnanie. Leurs grimaces ne sauraient faire boulier le martyre des bambins de Guesen. Mais l'Allemagne a une alliée, l'Autriche, qui a toujours eu des ménagements particuliers pour ses sujets polonais. C'est l'enfance de l'art d'exploiter cette situation. On fait miroiter la réunion de tous les Polonais sous le sceptre des Habsbourg, la résurrection d'une grande Pologne, dont le vice-roi serait l'archiduc Charles-Etienne, allié à la haute aristocratie polonaise. N'a-t-on pas été jusqu'à introduire cette combinaison dans le plan du bloc économique de l'Europe centrale !

Chimères ? Sans doute. En attendant les réalités de demain, il serait peut-être bon tout de même d'opposer à un plan défini un plan défini. Le gouvernement du tsar l'avait parfaitement compris quand il décidait, au moment même de l'évacuation de la Pologne, de confier à une commission parlementaire l'étude du futur régime polonais. Le projet ne s'est malheureusement pas précisé. Il n'est pas trop tard pour le reprendre et surtout pour donner à des populations inquiètes et incertaines de leur avenir des gages sérieux. La Pologne ne redoute pas les solidarités slaves, mais elle veut des libertés qui soient au-dessus des fantaisies bureaucratiques. Sur ce point, ses aspirations doivent se rencontrer aisément avec les promesses du tsar.

Polonia rediviva

Nous avons le bonheur de pouvoir présenter à nos lecteurs la poésie inédite du grand savant M. Charles Richet, de l'Institut. Ces vers charmants ont été prononcés par l'illustre écrivain au banquet polonais à Petrograd, offert à lui par Mme la Comtesse Plater et par les représentants polonais.

A Mme la comtesse Plater.

O Pologne héroïque, écoute, en tout espoir,
Le récit que l'aïeul conte aux enfants le soir.

Jadis, aux temps heureux de la chevalerie,
Quand la gloire et l'honneur avaient une patrie,
Naquit une princesse en un palais de Roi.
Tout l'univers fut en émoi.
Du Nord et du Midi, les souriantes fées,
Tantôt sur un dragon, tantôt sur un vaisseau,
De lune et de soleil, d'or ou d'azur coiffées,
Accoururent près du berceau,
Et, s'approchant de la nouvelle-née,
L'ornèrent de tous les présents,
Qui peuvent jaillir, bienfaisants,
De leur baguette enrubannée.
Celle-là dit : « A toi la poésie, enfant ! »
Cette autre : « La beauté ! » Cette autre : « L'éloquence ! »
Une autre : « Le courage en le cœur triomphant ! »
Une autre : « La vertu suprême, la clémence ! »
Et toute la splendeur de ces dons radieux
Mit une douce flamme à l'éclat de ses yeux.

Mais une noire fée, infâme et contrefaite.
Arriva trop tard à la fête,
Et, de sa voix sinistre, assombrit le festin.
« Je ne peux plus briser, dit-elle, ton destin ;
« Garde donc les vertus dont mes sœurs t'ont parée !
« Mais je veux qu'en un lourd sommeil
« Tu t'endormes sans fin, pâle et désespérée,
« Sans que tes yeux charmants s'entr'ouvrent au soleil,
« A moins qu'armé de son épée étincelante,
« Un chevalier d'âme vaillante
« Ne vienne dans cent ans évoquer ton réveil ! »
O Pologne ! c'est toi la princesse fleurie
Que la gloire et l'honneur ont prise pour patrie,
Tout est à toi, princesse ! Amour, candeur, beauté !
Héroïsme invincible ! Invincible éloquence !
Et tous ces nobles dons offerts à ta naissance
Vivent, malgré l'horreur de la fatalité !
Car le moment arrive où renaît la lumière.
Ouvre les yeux. Voici que le soleil t'éclaire !
Pologne ! il faut quitter ton geôle et la prison.
Voici, pour t'apporter la sainte délivrance,
Dans l'aurore qui luit au sanglant horizon,
O Pologne ! voici ton chevalier : la France !

CHARLES RICHET.

Petrograd, 28 décembre 1915.

La Question polonaise et l'Opinion russe

La Russie et le régime futur de la Pologne

Le prince E. Trubeckoi a publié dans le *Russkoje Slowo* (nº 6 du 9 janvier) un article sous le titre : « La question polonaise et les intérêts russes. » Cet article a paru le jour même où *Sprawa Polska* (nº 2) a publié son article intitulé : « Les conditions changées », réclamant à l'opinion russe la revision de la question polonaise à l'heure où les plans de reconstitution des terres polonaises commencent à se réaliser, à l'heure où l'Allemagne, et c'est là chose d'importance, soulève cette question pour s'emparer de l'atout qui était dans les mains de la Russie. C'est pour les mêmes motifs que le prince Trubeckoi a entamé la question polonaise dans ces nouvelles conditions.

L'auteur souligne qu'il y a une importance capitale dans les plans allemands et russes au sujet de la Pologne (nous faisons remarquer que c'est l'auteur lui-même qui a souligné les passages caractéristiques) :

« Pour les Allemands il est de la plus haute importance de maintenir le partage de la Pologne, et même de l'absorber complètement, tandis que l'intérêt national de la Russie exige absolument la reconstitution de l'unité et de la totalité des terres polonaises. La Pologne unie nous est nécessaire comme un bouclier préservant l'Etat contre l'Allemagne. Abandonner cette tâche que nous nous sommes imposée depuis le début de la guerre, ce serait consentir de plein gré à l'agrandissement de la puissance allemande, c'est-à-dire forger de nos propres mains le plus grave danger pour l'intégrité de la Russie.

C'est donc cette union logique entre la Russie tout entière et la Pologne tout entière que réside l'unique garantie de l'union future des deux peuples et l'unique base de l'alliance polono-russe dans l'avenir. La Russie a besoin d'une Pologne reconstituée, la Pologne a besoin de la Russie comme gardienne de son intégrité. Si nous abandonnons cette tâche nationale, si nous consentons au partage, l'entente russo-polonaise perdra sa base et son sens. La Russie ne sera plus nécessaire à la Pologne, et l'orientation allemande se présentera non seulement comme possible, mais même comme inévitable pour la conscience polonaise. »

C'est à ce point de vue que le prince Trubeckoi recommande la solution de ce problème ; il montre combien les circonstances ont changé depuis l'année passée, époque, où il était d'avis que la meilleure solution de la question polonaise était de lui accorder l'Indépendance.

« Il ne faut pas nous cacher — écrit-il plus loin — qu'il y a un an, tous les projets de régime futur de la Pologne étaient basés sur la destruction complète et définitive de la puissance militaire allemande. Alors les Russes et les Polonais rêvaient non seulement

la Posnanie polonaise, mais même Dantzig (Gdansk) polonais. Quant à moi, je pense actuellement encore que, dans de telles conditions, l'indépendance complète de la Pologne serait la meilleure et la plus profitable solution du problème politique pour les deux côtés. Il est pourtant possible que les circonstances nous forceront à ajourner la réalisation complète de l'unité polonaise. Quel régime obtiendra dans ce cas la partie de Pologne que nous réussirons à reprendre ? Pour répondre à cette question, nous devons considérer ce qui suit : L'Allemagne s'est montrée de beaucoup supérieure à ce que nous avions pensé ; d'autre part, l'épuisement et la destruction de la Pologne ont dépassé toutes les prévisions. Ces deux circonstances ensemble font que la réponse à la question précédente est bien plus difficile que l'on ne pensait il y a un an. Actuellement, la question de savoir si l'Allemagne ne subjuguera pas la Pologne indépendante, se pose d'une façon bien plus menaçante.

« Pour se garantir de l'Allemagne, la Pologne sera forcée de construire à nouveau des forteresses, des lignes nouvelles de chemins de fer stratégiques. Et cette Pologne ruinée, anéantie pourra-t-elle supporter ces dépenses se chiffrant par milliards ? »

Ensuite, le prince Trubeckoi cherche de quel côté pourrait se tourner l'orientation polonaise au cas où la guerre ne finirait pas selon les désirs de la Russie, c'est-à-dire, si elle ne retrouvait qu'une partie de la Pologne ?

Une Pologne autonome aurait sans aucun doute droit à l'appui de la Russie, et cet appui serait dans l'intérêt de la Russie, elle-même. Tandis que l'aide à la Pologne indépendante — écrit plus loin ce prince — serait profitable à la Russie au cas seulement où elle pourrait compter avec certitude que la Pologne indépendante se mettrait du côté de la Russie et que l'alliance russo-polonaise serait un fait accompli. La haine contre les Allemands ne s'éteindra sans doute pas chez les Polonais — dit l'auteur, mais les affaires de ce genre se font non pas d'après les sentiments mais d'après les intérêts.

Or, de l'avis du prince, tout autres seraient les intérêts de la Pologne unie telle que la veut la Russie, de ceux d'une Pologne falsifiée d'après une recette allemande. La Pologne unie devra chercher l'alliance avec la Russie pour se garantir de la revanche allemande, tandis que la fatalité peut forcer la Pologne à graviter vers l'Allemagne. L'alliance avec le faible contre le fort est toujours préjudiciable, tandis que l'alliance avec le fort contre le faible donne de grands avantages aux petits états. L'alliance avec la Russie affaiblie peut être nuisible à la Pologne contrefaite, tandis que son union avec l'Allemagne peut lui apporter des réels profits. Une Pologne indépendante va chercher à obtenir un débouché vers la mer et, si elle perd l'espoir de retrouver Dantzig (Gdansk), elle commencera fatalement à rêver de Libawa ou de Riga, surtout que les Allemands, vont lui suggérer ces rêves. Ils vont suggérer aussi, sans aucun doute, aux Polonais des projets d'expansion à l'Est contre la Russie et la tentation peut devenir très forte au cas s'ils ne pouvaient pas élargir leurs frontières à l'Ouest et s'ils trouvaient la Russie faible.

En définitive, la question de l'orientation future des Polonais

dépendra du résultat de la guerre. Il n'y a pas lieu de supposer qu'elle cesse d'être russe au cas d'une défaite complète des Allemands. Bien au contraire, au cas du désastre russe, si l'on pouvait admettre une telle possibilité, leur orientation deviendrait fatalement allemande, en dépit des désirs et des sympathies polonaises. Enfin, si le résultat reste indécis, l'orientation des Polonais dépendrait de celui des adversaires qui saurait les convaincre le mieux de sa puissance. Il en sera ainsi selon la fatalité qui force les petits états à s'appuyer sur les puissants.

Voici les conclusions du prince Trubeckoi :

« La réunion des trois tronçons de la Pologne en une unité nationale, annoncée par la proclamation du Généralissime, reste la tâche primordiale de la Russie par rapport à la Pologne : en aucun cas, sous aucun prétexte nous ne pouvons y renoncer. La question de donner à la Pologne l'indépendance complète ou une autonomie peut être résolue selon les circonstances qui ne peuvent pas être définies pour le moment. On ne peut dire qu'une chose : accorder une complète indépendance à la Pologne sera un acte provenant de la force et non pas de la faiblesse de la Russie : car pour la Russie faible, une Pologne indépendante, mais qui ne serait qu'une Pologne contrefaite, pourrait devenir dangereuse. Tout dépend de cela : quelle sera la Pologne que nous réussirons à conquérir ? Si nous pouvons arriver à réunir les trois tronçons de la Pologne, ce qui n'est pas possible sans l'affaiblissement réel de l'Allemagne, alors la question de l'indépendance de la Pologne peut et doit être posée. Si, au contraire, nous ne réussissons qu'à reprendre la Pologne russe, avec ou sans une petite augmentation, alors on ne peut parler que de l'autonomie.

Et je pense que l'intérêt polonais bien compris est et s'y trouve complètement d'accord avec le nôtre. La falsification et le partage de la Pologne ce sont des choses contre lesquelles doivent protester aussi bien les Russes que les Polonais. L'unité nationale polonaise voici le but où doivent tendre les uns et les autres. Ni les uns, ni les autres, ne doivent par contre rêver une Pologne indépendante telle que se l'imaginent les Allemands, c'est-à-dire privée des provinces essentiellement polonaises.

La falsification de l'idéal national polonais ne serait possible qu'en cas d'un écrasement complet de la Russie. Mais l'idée même d'une telle défaite doit être repoussée comme impossible. La guerre sera menée jusqu'au triomphe final, et ne finira que lorsqu'on aura chassé le dernier soldat allemand des territoires russes. Ce n'est qu'après être arrivée à ce résultat, que la Russie va disposer des données nécessaires pour résoudre la question du futur régime de la Pologne sur la base de l'autonomie ou bien d'une indépendance complète. »

L'article du prince Trubeckoi méritait d'être largement reproduit. C'est une des rares preuves que le problème de la question polonaise mûrit dans l'opinion russe en même temps que se développe et s'approfondit la conscience des intérêts propres de la Russie. L'auteur a prétendu bien justement dans ses prémisses que c'est dans l'union logique des intérêts russes et polonais que réside l'unique garantie de l'entente et de l'alliance russo-polonaise. La

conduite ultérieure ne devrait donc plus être équivoque, car elle peut s'appuyer sur la confiance mutuelle dans la raison politique des deux côtés, et notamment sur la certitude que les Polonais sauront comprendre, aussi bien que les Russes, leur propre intérêt.

Les intérêts polonais ne peuvent pas découler du hasard ; ils sont tracés par une ligne historique, qui a pu, de temps à autre, s'effacer dans la conscience polonaise : elle est pourtant mise à jour par les événements d'une portée historique ; elle est donc claire pour tout le monde. L'orientation politique n'est qu'une conscience exacte de la ligne historique. Le peuple polonais a fourni des preuves qu'il sait s'orienter et qu'on peut se reposer sur sa conscience politique, allant dans la direction de sa ligne historique. La supposition que les Polonais auraient pu s'arrêter à mi-chemin et renoncer à leurs provinces essentielles, est sans aucun fondement.

Selon nous, le calme avec lequel les Polonais participent aux événements actuels, est la preuve manifeste que leur sens politique s'est senti dans la ligne historique. Ils ont compris que l'affaire polonaise est entrée sur la voie de réalisation, dans le sens de réunion de toutes les terres polonaises. La guerre actuelle peut n'être qu'une étape sur ce chemin, elle rapprochera néanmoins la Pologne de son but. Voilà la véritable orientation de la nation, le reste n'est qu'illusoire. On peut forger de grandes combinaisons sur cette base, si l'on comprend la nécessité historique. En cherchant les preuves de cette compréhension, nous suivons avec un vif intérêt les articles du prince Trubeckoi, qui pose ce problème avec largeur d'esprit et franchise.

Sprawa Polska, n° 3, janvier 1916.

***

Le journal *Gazeta Polska*, après avoir résumé l'article du prince Trubeckoi (La Russie et le régime futur de la Pologne) ajoute de son côté :

« Nous devons remarquer, que l'auteur admet injustement l'hypothèse que les Polonais pourraient se contenter de l'indépendance sans la réunion de leurs terres. On peut renoncer pour toujours à une province conquise, mais jamais à une partie vivante de l'organisme national. L'Italie a eu beau conclure la paix avec l'Autriche en 1859 et 1866, elle n'a point cessé d'aspirer à reconquérir la Vénetie, le Trentin et le Trieste. Quant à la prétendue conformité des vues du prince Trubeckoi avec beaucoup d'autres personnalités, rappelons que par exemple Hurko (ex-général gouverneur du Royaume de Pologne) prétendait que la politique russe envers la Pologne dépendra entièrement du résultat de la guerre et il se déclarait partisan de l'indépendance de la Pologne réunie. Il se distinguait pourtant du prince Trubeckoi, car il recommandait à la Russie de garder vis-à-vis de la Pologne la même politique russificatrice au cas où la guerre n'apporterait aucun changement territorial à l'Ouest. Stolypin, lui, se déclarait contre l'autonomie même du Royaume, car il trouvait que la Russie n'est pas aussi puissante que l'Angleterre pour pouvoir imiter sa politique vis-à-

vis des populations conquises. Au surplus, nous devons exprimer nos regrets de ce que l'auteur n'ait pas envisagé la question de la politique internationale de la Russie selon les résultats de la guerre, tandis que ce problème a une importance capitale pour la question qu'il discute. »

Sprawa Polska, n° 3, janvier 1916.

Mémoire présenté à l'Empereur de Russie en 1912

Ce mémoire a été présenté vers la fin de l'année 1912 *à l'Empereur de Russie par plusieurs membres de la Douma et du Conseil d'Empire, — parmi lesquels MM. Chomiakow, ancien président de la Douma, le sénateur Saburow, ancien ministre de l'Instruction publique, le prince Lwow, le baron Meller — Zakomelski, etc. C'est M. Kokowtzow, président du Conseil des ministres, qui présenta la délégation à l'Empereur. M. Sazonow appuya les desiderata du mémoire. Mais M. Kokowtzow était trop faible pour vaincre la résistance de la bureaucratie, et peu de temps après il était même obligé de quitter le pouvoir.*

La question du rôle de la Russie vis-à-vis des peuples slaves se pose dans toute son ampleur.

Devant elle se dresse le problème suivant : concilier les animosités réciproques et les désaccords, et rapprocher tous les peuples slaves au nom d'une idée commune supérieure : l'unité slave. Mais cette tâche n'est guère réalisable, tant que nous n'aurons pas liquidé entre nous la querelle ancienne des deux nations sœurs : les Polonais et les Russes.

La situation de la nation polonaise, déchiquetée entre la Russie, l'Allemagne et l'Autriche, est profondément tragique.

En Prusse, les Polonais sont soumis à un régime de pesante oppression, qui vise à l'anéantissement de leur nationalité. En Autriche, ils sont attirés par l'appât de concessions et de privilèges, dans les eaux de cette même politique germanique qui représente pour leur développement national une si terrible menace. En Russie, enfin — dans un Etat slave — la nation polonaise ne trouve point de garanties suffisantes pour ses droits à l'existence, droits que lui donnent ses hautes qualités de civilisation et son passé historique.

Il serait indiqué, vu la communauté d'intérêts vitaux et nationaux, de trouver une solution à tous ces antagonismes réciproques et de mettre fin à une animosité déplorable, également pernicieuse pour les deux nations.

Il n'a jamais été plus important de trouver un moyen de rapprochement avec le peuple polonais qu'au moment actuel.

Il incombe à la Russie de se préparer intérieurement à refouler une poussée germanique.

Outre cette considération d'ordre moral plaidant la nécessité d'améliorer le sort des Polonais, il ne faut pas oublier combien il serait important, au point de vue des problèmes purement mili-

taires, d'attirer les sympathies de la population polonaise du côté russe.

Sur toute l'étendue de notre frontière occidentale, des Carpathes à la mer Baltique, tant en Russie qu'en Autriche et en Allemagne, habite une population polonaise compacte de plus de vingt millions.

La question de la défense de notre frontière présenterait d'insurmontables difficultés en cas de malveillance des Polonais envers nous. *L'adaptation du système territorial de mobilisation nous paraît risquée et presque inapplicable. Le transfert de notre ligne de défense vers l'intérieur du pays nous mènerait à l'abandon, aux mains de l'ennemi, d'un territoire important et nous vaudrait la perte de tous les avantages d'une offensive partant d'une place d'armes aussi magnifique que l'est le royaume de Pologne — place d'armes qui avait déjà attiré l'attention de l'empereur Napoléon Ier.*

Il est impossible de ne point apercevoir que la politique appliquée au royaume de Pologne — capable uniquement de développer l'hostilité des Polonais envers la Russie — ne peut donner aucun résultat.

Dès que l'insurrection de 1863 prit fin, Milioutine et le prince Tcherkassky entreprirent des réformes tendant à attirer du côté russe la population rurale. Une série de mesures furent adoptées en vue d'améliorer la situation des paysans. On institua des communes autonomes, et la langue polonaise fut maintenue, tant dans les écoles primaires que dans les écoles supérieures ; car, à cette époque, il n'entrait pas dans les intentions du gouvernement d'Alexandre II d'employer l'école comme engin de politique et de russification.

Les mesures répressives dirigées contre les Polonais se renforçaient graduellement au lieu de diminuer, à mesure que nous nous éloignions des événements de 1863. Elles prenaient un caractère de plus en plus menaçant et finirent par former *un système entier d'oppression de la nationalité polonaise et de russification à outrance.*

Il est naturel qu'une profonde animosité en ait résulté chez ceux qui eurent à endurer cette oppression. Il aurait pu sembler que le manifeste du 17 octobre mettrait fin à tout ce passé.

Il n'en a pourtant pas été ainsi : et toute la pratique administrative, sur les lieux, continue comme auparavant. Cet état de choses ne fait qu'exaspérer la population polonaise et abaisser son niveau cultural, mais ne contribue guère au triomphe de la culture ni au progrès de la politique russe.

Le vieux système administratif, dans le royaume de Pologne, dure simplement par routine, grâce aux habitudes enracinées dont l'administration ne sait se défaire.

Cependant, le gouvernement central ne possède aucun plan d'action pour sortir de ce point mort où se sont figées les relations polono-russes. Il est impossible de continuer la politique actuelle et, pour en créer une nouvelle, on manque de force ; ainsi une question d'une énorme portée politique est remise de jour en jour, ce qui complique de plus en plus la situation.

La lutte contre le caractère polonais du pays continue à se faire sentir autant dans la question scolaire que dans le mode d'administration et dans le domaine de l'activité économique.

Les anciennes traditions de l'administration de l'enseignement tendent à restreindre et à amoindrir les prérogatives concédées à la langue polonaise dans les écoles, par l'oukase du 27 octobre 1905. Les maîtres d'école d'origine polonaise se voient mis à l'écart, et l'on attire, dans les séminaires préparatoires pour instituteurs, des élèves provenant des provinces russes. On aboutit par là à un état de choses tout à fait anormal, grâce auquel, en dépit de l'oukase du 27 octobre, l'instruction des enfants est confiée à des instituteurs étrangers à la population locale et ne possédant qu'imparfaitement le polonais.

En avril 1905, le Comité des Ministres déclarait que l'école, en Pologne, ne pouvait avoir comme objectif la dénationalisation des élèves polonais et estimait qu'il était temps de donner à la jeunesse polonaise la possibilité de s'instruire en polonais. Mais la réorganisation de l'enseignement secondaire n'eut pas lieu d'après ce principe ; le Ministre de l'Instruction publique fut uniquement autorisé à admettre, comme mesure temporaire, l'ouverture d'établissements secondaires, avec le polonais comme langue d'enseignement.

Une pareille politique ne fit qu'envenimer la lutte nationale et provoqua le boycottage des lycées de l'Etat. C'est avec une tension de toutes ses forces que la société polonaise s'appliqua à soutenir les écoles privées, car elle voyait dans ces établissements un contrepoids aux établissements russes entretenus par l'Etat.

On peut dire que l'enseignement secondaire, en Pologne, a été amené à une complète désorganisation et qu'une effervescence nationale des plus aiguës s'est déchaînée parmi la jeunesse scolaire.

Dans les mains de l'administration de l'Instruction publique, l'école primaire n'a été et continue à n'être qu'une arme de politique antipolonaise, ce qui contribue non pas à l'augmentation de l'influence russe, mais bien à l'extrême abaissement du niveau intellectuel des masses nationales et à l'accroissement du nombre des illettrés.

Le manque de hautes écoles polonaises et les entraves mises à l'enseignement secondaire en langue polonaise poussent des milliers et des milliers de jeunes gens à chercher l'instruction au-delà des frontières de l'empire, causent une perte irrémédiable au développement intellectuel de la jeunesse polonaise et renforcent l'éloignement et l'animosité des générations qui grandissent.

Le Comité des Ministres se prononçait déjà, en 1905, contre l'absence de l'élément local dans l'administration — absence qui se fait sentir d'une façon défavorable dans l'ordre public et dans la marche des affaires du pays. La question scolaire, celle de la salubrité et de l'assistance publiques sont placées sur un pied inférieur à celui des provinces centrales russes.

Dans ses déclarations, le Gouvernement démontrait, à maintes reprises, l'absolue nécessité d'introduire l'autonomie des municipalités et celle des Ziemstwos dans le Royaume de Pologne. L'ancien président du Conseil des Ministres, Stolypine, estimait que les municipalités, dans les villes du royaume de Pologne, devaient être polonaises.

En attendant, les années se passaient, et la question des Ziemstwos fut définitivement abandonnée par le ministère de l'Intérieur ;

quant à l'autonomie municipale, il paraît qu'il faut perdre tout espoir, non seulement de la voir polonaise, mais de lui voir jamais prendre forme de loi.

Rien n'est à même d'exaspérer autant l'opinion publique, d'inspirer plus de méfiance envers un Gouvernement, qu'une politique de promesses et de déceptions ; rien ne discrédite plus ces courants sociaux qui cherchent une base d'entente, qu'une pareille incohérence du pouvoir gouvernemental.

Si l'on ajoute à cela que des sentiments d'animosité envers les Polonais se manifestent dans une partie de la société russe et qu'ils influencent l'orientation de la politique gouvernementale, il deviendra compréhensible que ces dernières années aient été une époque de profondes déceptions pour tous ceux qui s'efforcent sincèrement d'améliorer les rapports entre la nation polonaise et la nation russe.

On aurait tort de supposer qu'il n'y a que les classes supérieures de la société polonaise qui soient irritées par la politique du Gouvernement. Le mécontentement a pénétré jusqu'au fond des populations des villes et des campagnes. Chaque ouvrier, chaque paysan polonais doit ressentir forcément que la façon d'agir des autorités vis-à-vis de lui est tout autre qu'envers les Russes, et cela uniquement *parce qu'il est polonais et catholique.*

Les Polonais sont condamnés, à cause de leur origine, à passer par bien des peines et des injustices, dans les écoles, dans leur vie économique, dans les services publics ou ceux de l'Etat.

Ce qu'il y a de plus triste, c'est que ce système gouvernemental n'aurait une raison d'être que si le Gouvernement s'était posé comme but la dénationalisation des Polonais. Mais du moment que ce projet a été écarté et reconnu irréalisable, comme l'a du reste prouvé une expérience de cinquante années, il est indispensable de trouver de nouvelles voies et de s'y engager avec décision et sans esprit de retour.

Des instructions claires et précises, émanant du gouvernement central, seraient indispensables.

Le public polonais attend que le manifeste du 17 octobre se réalise et soit appliqué au Royaume de Pologne. Il serait nécessaire de démontrer que ces espérances ne sont pas vaines et que le Gouvernement est prêt à modifier les rapports si durs établis entre les autorités locales et la population.

Il n'est pas désirable que le peuple polonais voie dans chaque chef de district, dans chaque gouverneur, dans chaque chef de direction scolaire, dans chaque instituteur, un ennemi de sa race et de sa culture. Il serait indiqué que la population, dans la vie quotidienne, ne se heurtât pas à de l'animosité, au contact des représentants du pouvoir russe, mais qu'elle y rencontrât justice et bienveillance.

Une modification de la politique russe à l'égard du Royaume de Pologne est devenue d'autant plus réalisable qu'un demi-siècle s'est écoulé depuis l'insurrection de 1863 ; que de nouvelles générations ont grandi ; que la prépondérance sociale a passé des classes supérieures à des couches plus démocratiques qui se posent comme problème national, en premier lieu, la prospérité culturale et économique des masses populaires.

Chaque retard apporté à ces réformes indispensables forcera le public polonais à rechercher d'autres issues pour sortir d'une situation intenable et le poussera dans les bras de ceux qui tirent des querelles entre nations slaves de gros bénéfices et travaillent au triomphe du germanisme.

Or, plus nous nous sentons prévenus — nullement par antagonisme de race, mais par sollicitude pour les intérêts de la Russie, par simple sentiment de conservation — contre de nouvelles tentatives de rapt du germanisme, plus actuel devient pour l'administration le devoir d'appliquer au royaume de Pologne une politique avisée.

C'est un moment exceptionnellement grave, mais aussi exceptionnellement propice.

Le danger d'un germanisme croissant force, dans la même mesure, les Polonais du Royaume de Pologne à graviter vers la Russie. Ce danger pousse la Russie à désirer d'avoir en eux de dévoués alliés et non des ennemis secrets.

Il ne dépend que de la Russie d'attirer à soi les sympathies sincères de toute la famille slave sans exception, de désarmer les malveillantes calomnies et les accusations méritées et d'amener l'Autriche, cet ennemi astucieux et fort — grâce à nos fautes — à l'impuissance.

Il ne dépend que de la Russie de cesser de vivre de souvenirs d'anciennes erreurs rachetées depuis longtemps, et d'adopter une politique digne d'elle et de son rôle historique, celle qui la met à la tête du monde slave réveillé.

Le plus grand Danger de l'Emprise germanique

Le problème polonais est un problème international. Tant que cette vérité ne sera pas prise comme base de la politique des Alliés à l'Est Européen — l'imminence et l'immensité du danger allemand ne sera pas conjurée.

La Pologne relève du domaine international non parce qu'elle a été partagée au profit de plusieurs nations et au détriment de plusieurs autres, mais parce qu'elle est un ouvrage nécessaire dans le système de la défense du monde.

C'est en cette qualité que la Pologne doit être reconnue en quelque sorte d'utilité publique. C'est une position stratégique dans la lutte des nations de la première importance. C'est un gué pour le mouvement millénaire du *Drang nach osten* — un passage vers l'immensité des plaines slaves entre la mer Baltique et la mer Noire — un gué qui doit être fortifié, armé, rendu inaccessible dans la mesure de son importance.

Or, nous attirons l'attention du monde sur ce fait singulier, saisissant au cours de l'histoire millénaire de la Pologne avant ses partages *jamais le flot germanique n'est allé si loin qu'aujourd'hui.* Jamais l'invasion allemande n'a dépassé même la Vistule, sans parler de ce fait unique dans l'histoire, qu'elle a atteint aujourd'hui la Dvina et le Dniéper.

Tant que l'état polonais a assumé la responsabilité de la fermeture de la Grande Plaine Slave aux Germains — leurs assauts les plus furieux restaient impuissants.

C'est seulement depuis que par le démembrement de la Pologne on a livré traîtreusement ce passage, si bien défendu naguère, que la chose est devenue possible. Elle se réalise sous nos yeux à la stupeur du monde, qui ne peut pas croire à l'impuissance de la toute puissante Russie. C'est que la Pologne manque au système de défense de la plaine slave.

En 1410, à la bataille de Tannenberg, c'est la Pologne, qui assumait la responsabilité de cette défense vis-à-vis du monde slave Et l'armée polonaise, avec le concours fraternel des régiments russes et ruthènes a brisé le formidable élan des Teutons *qui ont été obligé de reculer.*

En 1915, c'est la Russie qui assume la même responsabilité. Mais, comme il y a plus d'un siècle qu'elle a livré le gué polonais aux Allemands — elle est, malgré toute sa puissance, impuissante à arrêter l'invasion germanique. Et parce que les 25 millions de Polonais manquent sur les champs de batailles — *la Russie est obligée de reculer.*

Or, elle recule précisément aussi loin que s'étendaient jadis les frontières du système polonais. Elle recule jusqu'au delà de la Dvina et du Dniéper, — c'est-à-dire au-delà du territoire qui fut historiquement toujours défendu par la Pologne !

Déjà Frédéric le Grand se rendait bien compte que la Vistule est la clef de voûte de toute la plaine jusqu'à la Dvina et le Dniéper, entre la mer Noire et la Baltique. Et il termine ses mémoires sur une espèce d'hymne triomphant à propos de l'acquisition par la Prusse de la Basse Vistule (Prusse Orientale et Royale). Le dernier chapitre des mémoires du digne allié de Catherine la Grande est consacré à *la guerre future contre la Russie sur la base de la Vistule !*

Mais les Russes et les puissances occidentales ne voyaient pas

le danger, ils ont livré à l'Allemagne non seulement les provinces de la Basse Vistule, mais encore la Posnanie ! Depuis, le sort de la future grande bataille a été décidé. Le gué polonais livré aux Allemands, ils se chargeaient bien — et depuis Frédéric-le Grand — d'arriver jusqu'à Dvina et Dnieper.

Et ils y arrivent...

⁂

Ils y arrivent même par *trois voies différentes*, et, vraiment, on hésite à dire laquelle des trois est la plus dangereuse pour le monde slave d'abord, pour le monde ensuite. Nous avons vu récemment comment, grâce à l'absence de l'armée polonaise proportionnelle à 20 millions environ de sa population sur le champ de bataille, ils ont passé le gué de la plaine. Nous avons vu comment en 1915, ils ont pris, grâce à l'anéantissement des Polonais la revanche de la bataille de Tannenberg. Ceci est la première voie : la voie militaire. Pour être victorieuse avec éclat, elle n'est pas la plus dangereuse des trois.

Cependant, avant, pendant et après la conquête, l'Allemagne ne cesse jamais d'accaparer la plaine slave par sa *seconde* voie de pénétration.

Les avant-garde de ses armées, ses formidables brigades colonisatrices s'infiltrent dans le pays voué à la perte nationale. Les colons germains s'établissent le long des rives de la Baltique, dans les embouchures des fleuves, le long des chemins de fer, le long des frontières, à l'intersection de principales routes des provinces, dans les villes industrielles, autour des postes stratégiques. Leur multitude innombrable, patiente, soutenue par le gouvernement prussien, appuyé sur une puissante organisation économique s'incruste dans toutes les interstices de l'organisme. La Russie, rien que pendant la période de 1863 à 1915, c'est-à-dire à l'époque où elle a subi le plus l'influence allemande, a laissé accaparer à ces derniers pas moins d'un million et demi de terres polonaises, sans compter les dotations du gouvernement russe aux desiatyn Allemands zélés de l'administration du pays. Elle a toléré les agglomérations comme celle de Lodz dans le Royaume où deux cent mille Allemands vivaient avec toutes leurs écoles prussiennes, sociétés de tir patriotiques, théâtres nationaux, sociétés de propagande pangermanique.

Ceci, c'est la pénétration d'avant la guerre avec le plus souvent le concours du gouvernement russe.

Pendant la guerre, l'Allemagne change ses procédés : elle s'efforce de faire le vide dans les provinces occupées. Elle les ruine pour son profit d'abord, ensuite pour obliger la population indigène à émigrer. Elle force cette émigration : des dizaines de milliers d'ouvriers, par exemple, sont transportés de force de Pologne dans l'intérieur de l'Allemagne en 1915-1916...

Ce vide, elle le remplit sans tarder par les Allemands. Déjà s'établissent sur les ruines fumantes, des immigrés teutons avec une bonne provision de privilèges et de subsides du Vaterland. Et dans la terre conquise la bureaucratie allemande et l'armée allemande, casernée aussi nombreuse que possible, constituent de puissants foyers de rayonnement germanique. Ce sont leurs commandes qui appuyent au commencement le commerçant et l'industriel allemand qui s'établissent sur la désolation de la vie économique du pays.

Enfin, arrive la mesure suprême : celle, qui n'a pas de bornes une fois appliquée : la *confiscation et l'expropriation*. En 1912, en Posnanie, on a exproprié quatre grandes propriétés rurales ; en 1915, la presse allemande est pleine des projets de l'*expropriation en masse* en Posnanie. En tout cas depuis le partage de la Pologne, la Prusse a réussi à introduire en Posnanie plus de 30 % de colons allemands,

entourant d'une ceinture germanique les villes polonaises, séparant par de larges bandes de territoires colonisés la province de Posnanie du Royaume tout le long de la frontière !

Les milliards que l'Allemagne dépense ainsi pour l'œuvre de la colonisation de l'Est servent surtout à exalter le zèle des colons qui arrivent en masse : ce sont tous des employés d'Etat appointés sous la forme des subsides ! Le long de la Baltique : Dantzig, Kœnigsberg, Riga, Libau, Mitau, Derpt, pour ne compter que les villes importantes. Dans le Royaume : Lodz avec ses deux cents mille allemands, partout des colonies organisées, comme point stratégiques. En Posnanie, 38 % des colons allemands. Dans cette partie du Royaume qu'ils occupent en ce moment : environ 10 % ! Voici le résultat acquis dans l'espace d'un siècle et demi, depuis les partages de la Pologne !

Les Polonais livrent au flot germanique une bataille ininterrompue : l'âge de la conscription patriotique pour cette lutte, comme l'a prouvé le procès des écoliers de Wreschen en 1909, commence avec les potaches de 7 ans, déjà roués de coups par l'instituteur prussien. Et, abandonnés à leurs ressources personnelles, les Polonais narguent encore l'ennemi. Mais quand la loi d'expropriation partielle sera remplacée par celle de l'expropriation en masse, que pourront-ils faire ? Que peuvent-ils faire, trahis et abandonnés par la Russie, qui, dans ses immensités, perd la notion de l'importance de cette *porte ouverte à l'ennemi*.

Et sait-on quelles sont les espaces livrés ainsi à la colonisation allemande : libre d'abord, forcée ensuite.

Le Duché de Posnanie compte 28.971 kilomètres carrés, il compte 38 % d'Allemands.

La Silésie compte 40.319 kilomètres carrés, elle compte plus de 60 % d'Allemands.

L'ancienne Poméranie compte 30.000 kilomètres carrés.

La Galicie compte 78.000 kilomètres carrés.

Ces quatre pays appartiennent *déjà* à la Prusse et à l'Autriche, et, par conséquent, subissent la colonisation allemande forcée : 172.000 kilomètres carrés !

Vient ensuite *le Royaume de Pologne*, actuellement occupé qui compte :

118.000 kilomètres carrés

et, enfin, rien que les trois gouvernements de Vilno, Grodno et Kowno comptent 120.000 kilomètres carrés, où campe aujourd'hui l'armée de Hindenbourg.

Pour simplifier le calcul disons qu'on a livré depuis les partages de la Pologne tout son territoire à la *colonisation allemande*. Or, en 1772, avant le premier partage, la République Polonaise comptait 780.000 *kilomètres* carrés.

(La Farnce sans colonies compte 536.464.)

Ce territoire subit aujourd'hui dans sa majeure partie la colonisation forcée des Allemands. Multipliez le chiffre de kilomètres par celui de la colonisation allemande et vous aurez la mesure du danger !

Telle est la seconde voie de pénétration allemande dans les pays slaves. La colonisation d'abord *libre*, favorisée et appuyée par le gouvernement allemand (et russe), ensuite, *forcée*, organisée comme la *prise de pays vierge*, voilà les deux forces qui se suivent invariablement.

Quand les flots de l'invasion *militaire* se retirent enfin du pays malheureux, ils découvrent d'abord à la vie libre des *ilôts* et des *archipels* de la *colonisation teutone*. Ces îles s'élargissent, grandissent sous la protection du régime pangermanique administratif et de sa puissante organisation économique. Les archipels deviennent

des terres fixes. Bientôt, le monde allemand deviendra toute une partie du monde... S'appellera-t-elle l'Europe ?...

Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, l'Allemagne et l'Autriche ont acquis aux dépens de la Pologne plus de 150.000 kilomètres carrés. Au commencement du XIXe siècle la largesse du Congrès de Vienne octroie à la Prusse environ 30.000 kilomètres carrés. De 1863 à 1915, la politique russe leur livre (pour la colonisation *libre et protégée*) le reste de territoire de l'Ancienne République Polonaise. Et depuis 1915, ils y restent, couvrant de leurs armées et, en partie de leurs colonies, la presque totalité de quelque 800.000 kilomètres carrés entre la Baltique et les Carpathes, entre l'Oder et la Dvina, entre la Vistule et le Dnieper !

Le flot envahisseur sera-t-il obligé de se retirer, et quand et jusqu'où reculera-t-il ? Nous n'en savons rien. Il est certain en tout cas qu'en ce moment déjà sur tout ce territoire qui *double* l'*Empire Allemand*, la deuxième de ses voies de pénétration est largement ouverte : la colonisation forcée commence déjà à compléter celle qui a été inaugurée en 1863 par l'accord de Bismarck et de Gorczakoff.

* * *

La colonisation allemande, soutenue par le Gouvernement, non seulement *double l'Allemagne*, mais a encore un autre résultat inespéré, sur lequel nous engageons à réfléchir nos Candides plus ou moins dupes du rôle *social* de l'Allemagne. Ces colonies enlèvent à tout jamais au mouvement social en Allemagne son caractère réformateur. Le surplus de la population est toujours écoulé ainsi en dehors du pays et devient comme l'armée le soutien du régime. En Allemagne, le prolétaire émarge sur le budget d'état, devenu ou militaire ou colon ! Alors, les social-démocrates eux-mêmes n'ont qu'à devenir eux-mêmes des prétoriens du Pangermanisme. Et ils n'y ont pas manqué...

* * *

Bien que le moyen de la colonisation libre ou forcée nous apparaîsse déjà comme une voie de pénétration germanique plus formidable encore que la voie militaire, le danger le plus grand réside ailleurs.

A-t-on remarqué les nuances dans lesquelles s'affirment les tendances politiques des Allemands durant cette guerre ? A son début nous apprenons, que l'*Allemagne* et l'*Autriche-Hongrie* sont des alliés. Cette triple signature est au bas de toutes les entreprises germaniques. Un peu plus tard le terme le plus usité est : *Les Empires du Centre*. C'est une nuance : la pluralité existe encore, mais les noms propres disparaissent. Une tendance vers une plus grande unité politique s'accentue. Dernièrement, on rencontre le plus souvent le terme le *Bloc du Centre*.

Voilà, le Bloc du Centre, n'est-ce pas le maximum de l'Unité. De quel centre, européen d'abord, mais ensuite le rêve devenant de plus en plus colossal, on parle du centre simplement. Il s'agit évidemment, vu les projets asiatiques, du centre du monde. Le Bloc du Centre du Monde, un nouvel Empire du Milieu, voilà déjà une belle étape franchie — en rêve — en attendant la domination de l'Univers en réalité.

Mais arrêtons-nous ici. Il n'est pas prudent de rire avec les Germains. Le rire désarme, et l'Humanité n'a pas trop de toute sa lucidité et fermeté, si elle veut rester elle-même et de ne pas devenir, le Bloc du Pangermanisme.

Les très curieuses transformations de langage de la presse allemande, signalées plus haut, correspondent aux évolutions de

la politique allemande. Or, la *pénétration politique* constitue précisément la *troisième et la plus formidable des voies de la domination germanique*.

Suivons bien les performances de leur passé politique. Tout ne se décide pas sur les champs de bataille, ni même dans le domaine économique pur. Une conception politique fausse mais puissamment appuyée peut changer le cours de l'Histoire plus que la plus grande bataille.

Or, jusqu'à présent, la politique allemande était celle de la *germanisation à outrance*. L'Allemagne se vantait surtout d'être un état homogène : Alles Deutch, nonobstant l'Alsace-Lorraine et la Posnanie. Sa politique, comme nous le savons, s'efforçait simplement d'anéantir (ausrotten) les « éléments hétérogènes » de l'Empire et d'y substituer l'élément teuton. C'était la politique de 70 millions d'Allemands vis-à-vis de 6 ou 7 millions de non-Allemands gardés solidement dans les prisons, dites pays d'Empire. Sans doute, l'infiltration économique et colonisation allemande constitue en quelque sorte le prolongement mécanique du système de la supplantation. Mais il y a une nuance : l'Allemagne à un allié ne propose pas qu'elle l'anéantira, elle le protège. La protection économique, militaire, politique prend les formes les plus variées, depuis celle qui était adoptée en 1866 en Sleswig-Holstein jusqu'à celle que nous voyons appliquer en 1915 à Constantinople. Nous pouvons cependant constater que partout, dans les pays *protégés*, l'Allemagne établit un double régime, celui de ses *complices* et celui de ses *victimes*. En Autriche, par exemple, la politique allemande depuis longtemps a délégué une partie de son pouvoir aux Hongrois. Les Slaves sont les victimes, les Hongrois les complices de la protection allemande en Autriche. Dans la péninsule balkanique, nous voyons le même procédé appliqué aux Bulgares complices et aux Serbes victimes. Ce même procédé a été inauguré naguère en Posnanie et commence à être appliqué aujourd'hui en Pologne. Là, ce sont les Juifs qui ont été choisis par les Allemands comme soutien de leur politique et les Polonais comme ses victimes. Partout où restent deux ou trois éléments différents, éléments sociaux ou éléments nationaux, la protection allemande dressera les uns contre les autres. En Galicie, les Ruthènes ont reçu l'appui des consuls allemands contre les Polonais. Dans quelques provinces de l'ancienne Pologne, la politique allemande s'efforce de faire des tendances nationales légitimes des Lithuaniens une arme contre les tendances polonaises. Les Lithuaniens et les Ruthènes, les Juifs et les Magyars, les Bulgares et les Turcs, voilà donc les éléments non-allemands qui sont opposés aux Tchèques et Croates, aux Roumains et aux Grecs, aux Serbes et aux Polonais par la politique allemande à l'Est européen. C'est toujours l'élément le plus opposé aux occupants légitimes d'un pays qui est favorisé par cette politique. L'élément anti-slave contre les Slaves dans les pays slaves, les Juifs en Pologne, les Magyars en Transylvanie, les Turcs dans les Balkans. De cette façon, les minorités étrangères reçoivent une sanction parmi les majorités autochtones ! La vie de pays se désorganise, et c'est l'Allemagne qui préside à son équilibre ! Les complices et les victimes sont également attachés au char germanique, mais en attendant qu'ils soient tous germanisés, on laisse aux premiers les apparences de la domination et aux seconds l'illusion qu'ils luttent seulement contre les Magyars, les Sémites ou les Turcs, qu'ils espèrent vaincre, sans se rendre compte, que ce sont les avant-gardes de la formidable puissance teutonne ! C'est surtout à l'Europe que cette politique allemande laisse l'aimable illusion de l'antisémitisme polonais, du différend magyaro-roumain, d'un conflit local, enfin, là où il s'agit de la nouvelle conquête germanique !

Pendant que la Prusse excellait surtout dans la politique de la germanisation pure, l'Autriche exerçait cette seconde méthode des antagonismes locaux. Mais les deux politiques servaient la même cause : celle de la plus Grande Allemagne d'abord, des Empires du Centre dans leur ensemble, du Bloc central enfin.

Déjà, dans les arrangements pris par les Austro-Allemands perce l'élargissement nouveau de cette politique : la Prusse veut accaparer une partie du Royaume celle qu'elle pourra digérer (toujours les 70 millions contre 7) par la germanisation. L'Autriche, elle, songe à créer des royautés éphémères où les antagonismes nationaux aidant, elle sera maîtresse du pays. Les deux ensemble, choisissant bien leurs *complices*, encerclent et contiennent leurs *victimes*. La Pologne est la plus considérable parmi ces dernières, aussi donne-t-elle au Bloc futur les plus grands soucis. Contre la Pologne, on embrigade non seulement les Lithuaniens, les Juifs, les Ruthènes et même les Hongrois, mais on organise encore les *forces sociales* les unes contre les autres.

Les forces sociales les plus opposées, comme la Haute-Banque et la Social-Démocratie ont en Allemagne une longue habitude de travailler ensemble pour le roi de Prusse.

L'ensemble des pays victimes et des pays complices savamment organisé recevra les pseudonymes les plus différents : indépendances et autonomies ne seront pas ménagées. Le tout sera fortement enchaîné par le système éprouvé de l'union douanière. Les libertés, — colossales — sociales et économiques seront accordées à tous ceux qui recevront la tutelle germanique. Les chemins de fer courront de Berlin, toujours ! à Constantinople et Riga, à Bagdad et à l'Adriatique... Le colon allemand s'établira le long de ces chemins de fer : 5 % en Lithuanie, 10 % dans le Royaume, 38 % en Posnanie. Puis. le pourcentage ne fera que monter...

Le Pangermanisme sait devenir raisonnable à condition qu'on le laisse faire : en 1867, l'Autriche n'a-t-elle pas accordé à ses nationalités des autonomies nationales ? Pourquoi le Bloc futur n'en ferait pas autant ? Et il fera, il commence à le faire : pour ses complices d'abord, ensuite, après les avoir bien liées, pour ses victimes, le Bloc du Centre aura toutes les formes politiques et sociales qui puissent gruger les peuples exténués de fatigue morale, de misère, de haine, d'abandon... Ils ne seront d'ailleurs pas libres de choisir, ces peuples : les rebelles, on les mettra au pied du mur, comme le disait si bien Bismarck, à propos des Polonais... Le Bloc n'est que le masque du Pangermanisme. D'accord, mais à un condamné à mort un arrêt dans l'exécution semble déjà la vie. L'exemple de l'Autriche en 1867 n'a-t-il pas prouvé à l'opinion européenne combien facile est à l'astuce germanique de persuader à ses prisonniers, qu'ils sont libres !

Et nous sommes convaincus que l'Allemagne, sauf en certaine partie de la Pologne, abandonnera partout la politique de la germanisation pour celle du Bloc. Elle préconisera partout, depuis Baltique etau-delà du Bosphore, la communauté des intérêts des habitants du Centre, la solidarité de l'évolution économique, la sécurité faite par l'union de tous contre le retour offensif d'une guerre dans leur pays, du bénéfice enfin que le Bloc réalise en se partageant les dépouilles des rebelles ou des ennemis communs.

Ce sont les Polonais et les Serbes les rebelles; les ennemis communs, ce sont les civilisés. Le rêve du Grand Empire universel géré par l'Allemagne séduira les uns, il a séduit déjà les Bulgares et les Hongrois. Et les autres l'accepteront, faute de pouvoir s'y opposer.

Avons-nous des preuves positives que la politique allemande dans cette troisième voie » s'engagera dans cette direction extrêmement dangereuse pour les intéressés (pour le monde ?).

Dans le passé, nous avons l'exemple déjà cité de l'Autriche. Son évolution politique de 1867 a servi l'idée de la plus Grande Allemagne d'une façon merveilleuse, rien qu'en associant à la politique pangermanique les Hongrois.

Ensuite, nous avons l'exemple de la politique prussienne en Russie. Par toute une suite des manœuvres, appuyées par la complaisance de la bureaucratie russo-allemande, elle a su retarder la salutaire entente russo-polonaise, sinon la rendre pratiquement impossible. Elle a réussi de pousser les Russes sur le chemin sans issue de leur attitude vis-à-vis des Juifs précipitant ceux-là à la suite des Hongrois dans les bras de la Germanie.

Nous avons enfin l'exemple tout récent de la Bulgarie dans les Balkans, acquise à l'idée de la plus grande extension de l'influence allemande au nom des *intérêts communs*.

En ce moment, la politique « des intérêts communs » du Bloc du Milieu est soutenue par :

80 millions d'Allemands,
20 millions de Turcs,
10 millions de Juifs (1),
8 millions d'Hongrois,
4 millions de Bulgares,
soit 122 millions de Germains et germanophiles.

Ces 122 millions se trouvent en face de :

24 millions de Polonais,
10 millions de Roumains,
10 millions de Tchèques et Slovènes,
10 millions de Serbo-Croates,
6 millions de Ruthènes-Uniates,
4 millions de Grecs,
4 millions de Lithuaniens,
3 millions d'Esthoniens,

10 à 15 millions de Slaves plus ou moins vagues, Blancs-Ruthènes et Ruthènes, dispersés dans les plaines et les marais entre Dvina et Dniepr.

Supposons donc qu'il y a environ 90 millions d'anti-allemands, si l'on peut avancer cet espoir vis-à-vis des différents peuples neutres, indécis, abandonnés. Or, parmi ces 90 millions environ, 40 millions se trouvent sous la *domination* allemande régulière, 35 environ dans les pays actuellement *occupés* et 10 à 15 dans les pays *neutres* (Roumanie, Grèce). D'autre part, il est de la plus grande importance de constater que tandis que les nations *complices* de l'Allemagne (Hongrois, Juifs, Bulgares) occupent une situation privilégiée et sont protégés et appuyés dans tous leurs vœux, les nations *victimes* de l'Allemagne sont non seulement désorganisées et spoliées par l'Allemagne et ses complices, mais aussi, ce qui est le comble, par les ennemis de l'Allemagne !

Oui, les Alliés n'ont pas su jusqu'à présent assurer les intérêts de ces ennemis jurés des Allemands ou des Magyars que sont les Polonais, les Roumains, et les Serbes. Ces trois peuples, les plus importants comme nombre (25 millions de Polonais, 12 millions de Roumains, 12 millions de Serbo-Croates), comme organisation, comme affinité aux civilisés, ces trois peuples, ces *trois puissants points d'appui contre le pangermanisme*, ces 50 *millions d'alliés naturels des Civilisés dans l'Est européen* sont menacés et spoliés dans leurs

(1) En Pologne sur 6 millions de Juifs, 40 milles dans la Pologne russe et quelques centaines de milles en Galicie se sont déclarés comme Polonais. Le reste, c'est-à-dire environ 5 millions se déclarent pour la langue allemande

vœux les plus chers, non seulement par les Allemands, mais aussi par la Russie d'un côté, par l'Italie de l'autre.

La situation de la Pologne n'a pas besoin de commentaire : il suffit de constater qu'aujourd'hui les Allemands *réalisent* plus que les Russes n'ont *promis* en Pologne !

La Roumanie souffre toujours de l'annexion par la Russie de la Bessarabie, pays entièrement roumain, et elle a encore à envisager la convoitise russe sur la Boukovine, une autre province roumaine qui appartient à l'Autriche et que les Russes veulent encore accaparer !

Quant aux Serbo-Croates, leur amertume aujourd'hui est sans bornes. Oh ! oui, elle est *amarissima* cette mer Adriatique pour ce peuple héroïque qui n'a que ces routes pour refuge et que son Alliée — l'Italie — lui dispute proclamant la mer Adriatique, un lac italien !

Les Juifs enfin, livrés à la persécution la plus sauvage de la bureaucratie russe, parqués dans cet espèce de *ghetto* etnographique qui va de la mer Baltique et jusqu'en Bessarabie — ne sont-ils pas simplement forcés d'accepter la protection allemande comme une délivrance ?

Nous n'avons qu'à tirer des conclusions de ces chiffres et de ces considérations pour comprendre que la troisième voie de la pénétration allemande, celle qui miroite aux yeux de peuples-complices, peuples-dupes et peuples-victimes *d'idéal de la communauté des intérêts du Bloc du Milieu*, celle qui tire son profit des fautes séculaires ou récentes de la Russie et des autres, celle enfin qui *impose* sa volonté par 122 millions puissamment organisés et soutenus aux 90 millions réduits à l'impuissance politique et économique, que c'est cela, cela surtout le *plus grand danger*.

Les batailles sont gagnées ou perdues, la colonisation peut être endiguée, mais si on laisse une fois triompher le système politique de la *communauté des intérêts* du Bloc du Milieu — si on laisse entraîner les *dupes* et les *victimes* à la suite des *complices* dans la direction de cette politique, le cours de l'Histoire européenne sera changé sans retour possible. Car l'Allemagne réussira ainsi, *au nom des intérêts communs*, de construire une digue infranchissable avec la chair de ces peuples toujours spoliés. les Lithuaniens, les Polonais, les *Juifs*, les Bulgares, les *Hongrois*, les *Roumains*, contre la Russie, dont la puissance *alliée*, menacée de l'autre côté par le monde mahométan sera à jamais perdue pour les civilisés.

Ces peuples savamment mélangés, où un *esclave* sera toujours rivé à deux *geoliers*, augmenteront de 3 à 4 millions d'hommes les armées allemandes et tous, sous la férule de fer de l'Allemagne, constitueront une phalange *défensive* formidable. Et toutes les forces vives de l'Allemagne elle-même seront libres ainsi de se ruer sur l'Occident. Voici le résultat de l'acceptation par l'Est européen de la politique, dite de la *communauté des intérêts ou du Bloc central*, que nous voyons triompher déjà sur plusieurs points de la plus grande importance stratégique dans cette bataille des races.

Un problème de la plus grande gravité se pose dorénavant devant l'Europe : la portée internationale de la politique à suivre à l'Est européen pour conjurer le plus grand danger réclame des sanctions d'une égale portée. Ces sanctions vis-à-vis de la Pologne, de la Lithuanie, de la Roumanie, de la Grande Serbie, de la Bohême, il ne faut pas tarder de les appliquer.

ANTONI POTOCKI.

L'Allemagne et l'Europe orientale (1)

Voici un petit livre, plein de sens historique et politique et qui donne, sur les origines du présent conflit, sur l'esprit dans lequel devrait être conclue la paix qui le terminera nécessairement, les aperçus les plus originaux.

Œuvre d'un réaliste que n'hypnotise aucune des apparences où tant d'entre nous, et non des moins prévenus, se laissent prendre en ore, *L'Allemagne et l'Europe orientale* établit avec une rigoureuse précision que cette guerre n'est point une guerre occidentale, mais le résultat de la rivalité des Slaves et des Germains pour la domination des petites nationalités du centre et du sud-est de l'Europe. On lui a attribué pour cause — on devine chez quels intéressés — le désir français de revanche. On a voulu y voir le résultat de l'expansion commerciale des Allemands et de leur désir de se tailler un empire colonial en rapport avec leur surpopulation et leur activité. Or, ce n'est ni du côté de la France ni du côté de l'Angleterre — mais bien du côté où, depuis Henri IV, et l'on pourrait presque dire de tout temps, l'ambition teutonne a vu s'ouvrir le champ le plus large à son avidité, c'est-à-dire vers l'est, qu'il faut en rechercher l'origine.

Elle est la conséquence — que les diplomates de l'Entente n'ont malheureusement su ni prévoir, ni éviter, — de l'association politico-militaire des Empires centraux. L'opposition slave aux efforts combinés de l'Allemagne et de l'Autriche pour s'étendre aux Balkans a provoqué le choc d'où la guerre est sortie.

Longtemps, à la faveur de l'influence dont elle jouissait à la cour de Russie et sur le gouvernement russe, la Prusse put encourager ce que M. Lewis B. Namier appelle le *Panslavisme byzantin* de la Russie et détourner l'attention des sphinx de la Néva du danger constitué par l'accord austro-allemand.

Cette influence, adroitement entretenue par Bismarck, était basée, non seulement sur la communauté de vues autocratiques de Berlin et de Petrograd (on disait Pétersbourg, alors !) mais encore et surtout sur la communauté d'intérêts des deux Gouvernements par rapport à la Pologne démembrée.

L'impérialisme allemand — fort différent, M. Namier le marque avec autorité — de l'impérialisme prussien qui était celui d'un puissant état centralisé, profita de la complaisance et de l'inattention russes pour poursuivre son rêve pangermaniste d'utilisation de l'Autriche-Hongrie comme un pont pour accéder à la Turquie et, plus tard, à l'Asie.

Depuis longtemps, déjà, l'Allemagne impérialiste considérait, en effet, l'Autriche comme un héritage et la Hongrie comme une avant-garde... Or, les Slaves du Sud — derrière lesquels se tenait la Russie — lui barraient la route de l'Orient... Elle a pris pré-

---

(1) Par Lewis B. Namier. (Dueworth and C°, édit. London). *Germany and Eastern Europe 1915.*

texte des derniers événements balkaniques pour tenter de réaliser ses plans d'extension vers la mer Noire et l'Egée.

Par bonheur pour l'avenir de l'Europe, le génie des hommes d'état allemands ne répondit pas à l'énormité de leurs ambitions. Héritiers de la brutalité du Chancelier de fer, Guillaume et ses conseillers n'en ont pas montré la finesse en 1914...

Comme le dit M. Namier, si l'Allemagne n'avait pas choqué « les vues d'écoliers » de la politique étrangère de l'Angleterre, si elle avait observé dans la campagne diplomatique qui a précédé la guerre, les principes bismarckiens, elle n'eût pas eu à combattre sur deux fronts.

Eût-elle rétrocédé à la France l'Alsace et la Lorraine, et le Schleswig au Danemark, l'opération (en lui permettant de surprendre la Russie en pleine mobilisation et de la vaincre) se fut encore soldée par un bénéfice considérable.

La domination germanique se fut trouvée assurée pour jamais sur l'Europe.

La France en rentrant en possession de ses anciennes frontières n'en aurait pas moins été sous la dépendance de son ennemie héréditaire, victorieuse des Slaves.

Nous l'avons donc, de par la hâte brutale de l'Allemagne, échappée belle...

Est-ce à dire que tout danger soit à jamais écarté ?

Non, si l'on ne remédie pas — dès que l'occasion va s'en offrir — au danger qui a failli perdre l'Europe.

Ce danger, ce n'est pas tant dans la convoitise allemande qu'il réside que dans les occasions qui lui furent données de s'exercer. Ce n'est pas impunément que le centre même de l'Europe s'est trouvé arbitrairement morcelé en petites nationalités vassales de l'Autriche-Hongrie.

La position de l'Allemagne relativement à la monarchie dualiste a trop longtemps été avantageuse.

En considération de cette question de l'affranchissement des Hongrois, des Tchèques, des Polonais, celle du militarisme prussien apparaît d'importance secondaire.

Il ne s'agit pas d'arracher à l'Allemagne des terres vraiment germaniques. Il s'agit de libérer les nationalités non allemandes de l'Allemagne et de l'Autriche.

Cette combinaison bâtarde qui s'appelle l'Autriche-Hongrie doit cesser d'exister. La sécurité future de l'Europe en dépend.

A cette dissolution de la monarchie dualiste, à cette reconstitution des nationalités opprimées par elle, il va de soi que la Russie doit contribuer de plein gré.

Les esprits clairvoyants et impartiaux s'en rendent trop clairement compte aujourd'hui : la guerre effroyable qui, depuis plus d'un an et demi, déjà, ensanglante l'Europe a son germe dans la spoliation des petites nationalités et en particulier dans le partage de la Pologne.

Il existait, depuis des siècles, au cœur même de la partie la plus civilisée du monde, un état de choses indigne, une espèce de louche compromis, sinon de *larronage*, qui ne pouvait qu'engendrer, en se perpétuant, de continuelles calamités. M. Namier l'a fort bien montré : Si la Prusse a pu si longtemps endormir la méfiance de

la Russie, c'est grâce à la complicité des deux puissances à l'égard de la Pologne.

« Ne soulevons pas la question polonaise », tel était le refrain de Bismarck.

« ...Notre position géographique, précisait-il, d'autre part, nous impose de retarder, aussi longtemps que possible, le réveil de la question polonaise. »

« Durant les années qui précédèrent la Révolution polonaise de 1863, écrit M. Namier, Bismarck s'opposa de son mieux à la politique de ces hommes d'état slaves qui, en Russie, auraient souhaité que l'on solutionnât le problème de la Pologne par des concessions aux Polonais. Le choix pour lequel la Russie avait à se décider entre une politique amicale et une politique hostile à l'égard des Polonais touchait à des problèmes autrement graves que ceux concernant les seules provinces de la Prusse orientale.

« Pour l'*avenir germanique* de la Prusse, l'attitude de la Russie était une question d'une grande importance » au dire de Bismarck lui-même, que cite à propos notre auteur. « Une politique russe polonophile, eût fortifié cette sympathie russo-française contre laquelle la Prusse n'avait cessé de diriger ses efforts depuis le traité de Paris. »

Une politique russe, franchement favorable à l'autonomie polonaise, voire à la reconstitution de la Pologne sous le sceptre des Tzars eût fait mieux encore : elle eût, sans nul doute, paralysé toute velléité d'action de l'Allemagne en Orient.

Fortement pensé, rigoureusement déduit, le livre de M. Namier est à lire, non seulement par les Polonais aux revendications desquels il apporte une précieuse confirmation, mais par tous ceux qui, sans parti pris, désirent avoir une vue réaliste de la politique européenne.

J. Ch.

EN POLOGNE

Les Evacués Polonais en Sibérie

La démarche du prince Seweryn Czetwertynski et de M. Wladyslaw Grabski à la Conférence Extraordinaire pour les questions des évacués, et les paroles du député Harusewicz à la Commission du Budget de la Douma à l'occasion de la discussion du budget pour les évacués, ont attiré l'attention de la société polonaise sur la tendance des autorités de vouloir diriger la population rurale évacuée vers les gouvernements éloignés de la Sibérie.

La Section pour les évacués a décidé de profiter de l'évacuation forcée de la population des territoires de la guerre pour employer les évacués ruinés à la colonisation de localités qui, dans d'autres conditions, attendraient longtemps pour être peuplées.

Aujourd'hui encore on pourrait disséminer sans la moindre gêne plusieurs centaines de milliers d'hommes ; malgré cela, dès le début, les chefs des points de bifurcation des lignes, tels que Smolensk, Briansk, Orel, Moscou et d'autres dirigeaient les trains d'évacués vers la Sibérie, en les exposant ainsi aux souffrances d'un long voyage où manquaient complètement les secours d'une organisation éclairée et bienveillante. Craignant que les évacués restassent en route, on leur défendait de quitter la gare.

Les lignes de chemin de fer par où affluaient les réfugiés en Sibérie ne se rencontrent qu'en deux points : Jekaterynburg et Czelabinsk, et encore le premier a joué un rôle insignifiant : le nombre d'évacués qui l'ont traversé a été relativement petit : il atteignit à peine 20.000 hommes. C'est Czelabinsk qui a joué le rôle principal : la Section s'occupant des évacués surveillait étroitement les masses qui y affluaient et les dirigeaient vers les localités les plus conformes à ses vues.

Par Czelabinsk est passé :

En juillet	230	exilés
En août	5.769	—
En septembre	47.613	—
Du 1er octobre au 7 octobre	31.587	—
Du 8 octobre au 14 octobre	25.419	—
Du 13 octobre au 21 octobre	24.060	—
Du 23 octobre au 31 octobre	22.457	—
Du 1er novembre au 7 novembre	4.443	—
Du 8 novembre au 14 novembre	1.390	—
Du 15 novembre au 21 novembre	448	—
Du 22 novembre au 30 novembre	1.174	—
Total	164.590	exilés

Dans la période du 18 septembre au 31 octobre provenaient :

Du gouvernement de	Grodno	50 %
—	Wolhynie	16.2 %
—	Chelm	15 %
—	Minsk	7 %
—	Wilno	5 %
—	Kowno	3 %
Royaume de Pologne		2.1 %
Autres		1.7 %

Ce qui nous frappe dans cette statistique, c'est le pourcentage très élevé des évacués du gouvernement de Grodno et très bas de ceux du Royaume de Pologne (sans compter le gouvernement de Chelm). Ce dernier fait s'explique par cette raison que les évacués

es gouvernements occidentaux ont passé par Czelabinsk plus tôt, c'est-à-dire avant le 18 octobre.

Si, à part ce fait, nous prenons en considération le rapport numérique des populations dans les gouvernements ci-dessus mentionnés, nous pouvons supposer que les Polonais ne constituent pas plus de 20 %, c'est-à-dire 40.000 hommes dans cette masse d'évacués de 200.000 qui ont passé par ces deux points de bifurcation : Czelabinsk et Jekaterynburg.

Ce chiffre est sans doute bien près de la réalité ; il justifie donc entièrement cette grande inquiétude de notre société sur le sort de tant de milliers de nos citoyens ; inquiétude qui a trouvé son expression dans les démarches de nos représentants et dans l'organisation des secours aux victimes de la guerre par nos institutions centrales polonaises.

Le flot d'exilés qui a passé par le Mont Oural et qui a atteint les extrémités du pays, Wladywostok, Nikolsk, d'Ussurie, Kokanda, et Charbin, s'est dispersé dans les villages et bourgs : aujourd'hui, il n'y a presque plus d'endroit situé près d'une ligne de chemin de fer où ne se trouve une poignée d'évacués, si infime soit-elle.

Le service pour les évacués a déployé une activité énergique pour caser définitivement les malheureux dans les terrains préparés d'avance. Du rapport déposé par ce service à la Conférence Extraordinaire ressort clairement qu'on en a déjà établi ainsi une grande quantité et, malheureusement pour nous, il y a beaucoup de Polonais parmi eux : et ce nombre ne fait que s'accroître.

Néanmoins, à peine les premiers trains d'évacués ont atteint le point terminus, se manifesta une telle tendance vers le retour, que les autorités ont pris des mesures pour le rendre impossible. Sous prétexte de vouloir suivre conséquemment le plan d'évacuation et par crainte de la démoralisation, le ministre des Affaires Intérieures défendit de délivrer à ceux qui voulaient repartir, des billets gratuits sur le parcours du chemin de fer sibérien : il les privait ainsi du droit qui leur est accordé sur les réseaux de la Russie. Nos représentants ont démasqué les manèges du service des évacués et ont énergiquement protesté en appuyant nettement et avec dignité la réclamation de la société polonaise, à savoir : que les évacués pussent rentrer dans leurs foyers.

Les institutions polonaises, telles que : le Conseil des Congrès et le Comité Civique Central travaillent ardemment pour remplir pleinement leur devoir envers l'émigration polonaise en Sibérie. Le Comité Civique Central organise le travail en Sibérie : outre ses représentants, plus de vingt sociétés polonaises apportent leur concours efficace depuis le début aux émigrés polonais ; ces sociétés agissent d'après les instructions du Conseil des Congrès à Blagowieszczensk, Irkuck, Chabarowsk, Kurhan, Tobolsk, Tomsk, Barnaul, Tatarskoje, Kainsk, Czyta, Wiercjnieudinsk, Krasnojarsk, Omsku, Petropawlowsk, Kokanda et Charbin, et beaucoup de particuliers travaillent dans d'autres localités.

Partout où l'exilé arrive — le grand maître : le malheur réveille les cœurs polonais et partout l'œuvre sociale affermit les âmes des citoyens de la patrie naissante.

Sparawa Polska, n° 2, janvier 1916.

Les Evacués en Russie

M. Grabski, ex-député polonais de la Douma et vice-président du Comité Civique Central Polonais à Pétrograd, a déposé une déclaration urgente sur la politique nuisible de certains organes administratifs à l'égard des réfugiés polonais. C'est ainsi que le ministre de l'Agriculture veut les transporter en Sibérie. « Il est possible, dit

M. Grabski, que celai soit bon pour la politique de colonisation, mais, pour la nation polonaise, cela est nuisible. » Le président de la conférence, M. Plehwe a répondu que la Section d'évacuation n'a en vue aucune politique, et qu'il ne peut-être question d'une déportation systématique des réfugiés vers les localités lointaines de l'Empire. M. Grabski a déclaré, ensuite, qu'il s'appuyait sur des données rigoureusement exactes.

M. Lensky, représentant de la Section russe d'Agriculture, a répondu que la Section pensait uniquement à partager la terre sibérienne entre les Ruthènes et les Blancs-Ruthènes de la Podolie et de la Wolhynie, mais qu'elle n'organisait aucun recrutement. Au commencement de l'évacuation, les paysans polonais se rendaient volontairement en Sibérie. Le prince Swiatopelk-Czetwertynski, président du Comité Civique Central Polonais, conteste ces dires : « Les paysans polonais, dit-il, n'apprennent leur sort que *post factum*, lorsqu'ils sont en Sibérie. » Le président Plehwe fait de nouveau des réserves à ce sujet.

Le Conseil est passé à l'ordre du jour sur cette question, sans prendre aucune résolution.

Une nouvelle déclaration des Ukrainiens

D'après le journal hongrois *Pester Lloyd*, la présidence du Club ukrainien des députés de Galicie et de Bukowine a adressé aux gouvernements de Vienne et de Budapest, un nouveau mémorial dans lequel elle déclare que la nation ukrainienne désire faire partie de l'Empire austro-hongrois et qu'elle s'opposera de toutes ses forces aux projets annexionnistes russes en Galicie Orientale. Selon le *Pester Lloyd*, cette déclaration a fait une grande impression à Budapest, bien qu'on lui attribue, dans les cercles politiques hongrois, une valeur plus théorique que pratique.

La Question polonaise et les déclarations du ministre de l'Intérieur

D'après le *Rousskoïe Slowo*, M. *Khwostow*, ministre de l'Intérieur, dans une interview accordée à des représentants de la presse russe, aurait fait les déclarations suivantes : « La question de l'autonomie polonaise aura une solution positive. Il ne faut point toutefois s'occuper des détails de cette autonomie avant d'avoir expulsé nos ennemis du territoire polonais. »

Dans les délibérations de la Commission du budget de la Douma, M. l'abbé *Maciejewicz*, député polonais, s'est plaint de l'oppression que l'on persiste à faire subir aux Polonais, au point de vue religieux, et de la situation lamentable dans laquelle se trouvent les évacués polonais. M. *Swiencicki*, autre député polonais, a fait remarquer que la propriété foncière polonaise en Lithuanie et en Ruthénie est légalement sous un régime bien plus défavorable que la propriété allemande. Il est du devoir urgent du Gouvernement de mettre un terme à ces abus. Le président du cercle polonais, M. *Harusewicz*, a déclaré que les atermoiements et la politique nationaliste du Gouvernement lui semblent incompréhensibles. Tandis que les Allemands, s'étant emparés de toute la Pologne, s'apprêtent à l'organiser, la Russie ajourne tout au lendemain. S'en référer sans cesse au fameux manifeste est tout à fait insuffisant. L'orateur craint que la Russie ne soit en retard ; après la guerre, en effet, il est fort possible qu'il soit question pour la Pologne de quelque chose de plus que de l'autonomie. Il est indispensable de s'y préparer, car de deux choses l'une : ou bien marcher avec la Pologne contre les Allemands, ou avec les Allemands contre la Pologne.

Au discours de M. Harusewicz a répondu M. Khwostow, ministre

de l'Intérieur. L'administration, à la tête de laquelle je suis placé, a-t-il affirmé, traite avec bienveillance tout ce qui concerne la Pologne. L'attitude du Gouvernement à l'égard de la question polonaise a été exposée dans la déclaration de M. Goremykine, président du conseil des ministres.

La *Riecz* signale encore les énonciations de M. *Milukow*, leader du parti des Cadets. Il a constaté que la déclaration au sujet de la question polonaise faite par M. Khwostow aux représentants de la presse a été accueillie avec stupéfaction. En janvier 1915, bien avant l'occupation de Varsovie par les troupes allemandes, la Douma s'était prononcée pour l'immédiate réalisation légale de l'autonomie. Le Gouvernement l'a retardée et il est à craindre qu'il ne la retarde encore. Ce n'est qu'après l'ouverture de l'Université polonaise avec l'assentiment des Allemands, que M. le comte Ignatiew a assuré que le gouvernement russe reconnaissait la nécessité de cette Université. Cependant, le ministre de l'Intérieur continue à prétendre qu'il n'est pas encore temps d'en parler. Il trouve néanmoins du temps pour ordonner l'arrestation d'une foule de Polonais dont la loyauté est pourtant hautement témoignée par le seul fait qu'ils ont cherché un refuge en Russie.

Mémoire des Députés polonais sur les limitations des droits des Polonais en Russie

Les députés polonais au Conseil de l'Empire et les représentants polonais de Lithuanie et de Ruthénie ont élaboré un mémoire sur la nécessité de supprimer toutes les lois exceptionnelles dirigées contre les Polonais en Russie.

« On pourrait effectuer ce changement, affirme ce mémoire, en insérant dans la constitution un article qui instituerait l'égalité des droits pour les Polonais. Cependant, l'application de l'oukase du 17(30) avril 1905, nous a permis de constater que, dans la pratique, une ordonnance générale est insuffisante à cet égard. Il est nécessaire de supprimer simultanément les lois en vigueur ; autrement, un chaos inextricable se produira entre la règle générale et les anciennes lois. Nous proposons donc de supprimer toutes les limitations et de proclamer le principe général de l'égalité des droits sur le modèle de celui qui a été adopté en 1865 à l'égard des propriétaires fonciers du pays de la Baltique et qui les a mis sur le pied d'égalité avec la population russe. »

Les langues parlées parmi les Juifs

Le savant allemand David Frietsch dans le périodique *Zeitschrift für Demographie und Statistik der Juden* (Revue de démographie et de statistiques juives) a publié récemment un article dans lequel il écrit que sur 14.500.000 Juifs, dispersés dans le monde entier, 13.000.000 au moins peuvent être attribués au domaine linguistique allemand, car l'allemand ou plutôt le jargon allemand est la langue maternelle, la langue usuelle des populations juives de toute la terre à peu d'exceptions près. C'est ainsi qu'en Russie sur 7 millions de Juifs, 6.780.000 parlent l'allemand ; aux Etats-Unis d'Amérique : 2.200.000 sur 2.300.000 ; en Angleterre : 275.000 sur 300.000. L'extension de la germanisation en Russie est plutôt l'œuvre des Juifs que celle des Allemands qui y résident. Il en est de même aux Etats-Unis où les descendants d'émigrants d'origine allemande, pour la plupart, cessent d'être Allemands, tandis que le nombre des Juifs, parlant allemand ne fait que se maintenir et s'accroître. De plus,

la presque totalité des Juifs habitant d'autres parties du monde, bien qu'établis sur les territoires linguistiques de l'anglais (Canada méridional, Afrique, Australie) ou du français (Europe, Asie, Afrique) parlent allemand, ou plus exactement judéo-allemand.

Les autorités allemandes contre la langue polonaise dans les écoles juives

La communauté israélite de Varsovie qui, par rapport aux Polonais, se place sur le terrain de l'assimilation et de la concorde a adressé au gouvernement civil allemand une pétition demandant l'usage de la langue polonaise dans les écoles juives à titre de langue officielle de l'enseignement.

Le président de la police allemande a répondu en ces termes à cette démarche : « L'article 13 du décret concernant le régime scolaire spécifie que dans les écoles juives, la langue allemande est langue de l'enseignement ». Et puisque « parmi la population israélite des territoires occupés ont surgi des différends au sujet de la langue à employer dans les écoles, il n'y a aucun motif pour ne pas appliquer cet article. » Prenant en considération « les enfants de parents israélites dont la langue usuelle n'est pas le jargon, mais bien le polonais », il sera permis exceptionnellement de continuer à se servir du polonais dans les écoles où cette langue avait été adoptée avant la promulgation du susdit décret. D'autre part, les autorités allemandes « s'efforcent d'obtenir de l'administration municipale la création d'un plus grand nombre d'écoles juives où les leçons seront données en jargon, c'est-à-dire en dialecte allemand », langue de la majorité des enfants juifs. « Il est, en effet, nécessaire, pendant la période même d'occupation qu'il ne soit exercé aucune influence au point de vue national sur la population juive qui, en grande majorité, n'est aucunement polonaise, ni par la langue, ni par la culture ». Du reste, l'enseignement du polonais sera maintenu dans les écoles juives.

La « germanisation » de l'Autriche-Hongrie

« L'union nationale allemande » d'Autriche, dans une Assemblée plénière, tenue à Vienne sous la présidence de M. Gross, a formulé ses aspirations et ses postulats politiques dans les conclusions suivantes : Conserver et fortifier l'alliance avec l'Allemagne, éprouvée dans la crise que nous traversons, et à cet effet : tendre vers la réalisation d'une étroite entente économique entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, qui, éventuellement, se développerait en une union douanière et commerciale entre les deux empires ; de concert avec l'Allemagne, conclure des traités de commerce avec les autres Etats, et s'assurer des débouchés ; introduire, si besoin en est, des modifications dans la constitution et dans le règlement des Corps législatifs ; garantir aux Allemands en Autriche la situation qu'exige l'intérêt de l'Etat ; réformer l'administration de l'Etat et développer l'autonomie des provinces ; imposer l'adoption de l'allemand en qualité de langue usuelle (Werkehrssprache) en une mesure correspondant pleinement aux exigences de l'Etat et d'une bonne administration, tout en prenant en considération pour les pays bilingues les besoins des populations d'une autre langue dans l'administration et les écoles ; apporter tous ses efforts à consolider le caractère allemand des provinces et des régions allemandes, surtout de la ville de Vienne, capitale et résidence impériale.

Des vivres d'Amérique pour la Pologne

Au nom de la population du Royaume de Pologne, le prince Lubomirski et le comte Ronikier se sont adressés, par l'entremise

de l'ambassade des Etats-Unis à Berlin au comte Wielopolski et au baron Kronenberg à Petrograd afin de les prier de solliciter l'appui du gouvernement russe pour le projet d'importer des vivres d'Amérique, destinés aux habitants du Royaume, menacés de mourir de faim. Il s'agit d'obtenir un sauf-conduit de l'Angleterre permettant à ces provisions d'être débarquées à Gdansk (Dantzig). La Russie doit demander ce laissez-passer à l'Angleterre. On annonce que le comte Wielopolski et le baron Kronenberg se sont rendus chez M. Sazonow et lui ont soumis la communication du prince Lubomirski et du comte Ronikier, concernant la situation où se trouve le Royaume, et exposé les démarches à faire pour y porter remède. Le ministre s'est tout particulièrement intéressé à cette question et a promis son concours le plus actif.

(*Agence polonaise de Presse*).

Au prix de la Pologne prussienne

Dans le périodique *Polnische Blatter*, publié par un certain Wilhelm Feldmann, M. *Gustave Schmoller*, professeur d'économie politique, personnage fort connu pour son animosité contre les Polonais, vient de faire paraître un nouvel article sous le titre de « Allemands et Polonais ». Dans cet article, il déclare que les Allemands ne sauraient consentir à faire de la Pologne russe un Etat indépendant qu'après « la liquidation du polonisme dans les provinces prussiennes ». Selon M. Schmoller, « les Polonais doivent renoncer complètement à toute aspiration polono-nationale, c'est-à-dire à toute propagande par la presse, à toute fraction polonaise dans les assemblées législatives allemandes, à tout parti polonais dans la nation allemande, à toute association polonaise au service d'un idéal polonais, ainsi qu'à toute organisation économique exclusivement polonaise, surtout aux organisations coopératives spécifiquement polonaises ». M. Schmoller exige que tout cela cesse d'exister dans la Pologne prussienne, que les Polonais ne manifestent leur polonisme « que dans la vie privée ». Il ne faut pas cacher, mais au contraire affirmer ouvertement que « la germanisation du pays jadis polonais sera continuée ». Les Polonais prussiens pourront se faire une « nouvelle existence dans la nouvelle Pologne arrachée à la Russie. On pourra organiser « un transfert en masse ». « Si ces projets se réalisent, il ne restera plus en Prusse qu'à germaniser la terre sans avoir à s'occuper de la population polonaise ». « Dans la question polonaise, les Allemands doivent avoir uniquement pour guide leur propre intérêt et non leur magnanimité ». Il faut proclamer hautement la vérité, « éviter les demi-aveux et les demi-mesures ». « Les Polonais doivent se rendre un compte exact de l'état des choses : « *Hic Rhodus, hic salta.* »

A tous ces projets de « liquidation du polonisme » dans les territoires d'Occident, où fut le berceau de la nation, la presse polonaise ne répond que par d'ironiques commentaires.

Drapeaux allemands

Dans le Royaume de Pologne, certaines autorités locales exigent que les propriétaires des maisons se procurent des drapeaux allemands et les mettent à leurs immeubles pour célébrer les victoires allemandes. La police sera chargée de contrôler si l'on s'est conformé à cet ordre et toute infraction à cet égard sera sévèrement punie

Confiscations en Pologne autrichienne

En vertu d'un décret ministériel de Vienne, on a interdit la diffusion des publications intitulées : « Occupation de Varsovie » et « Informations documentées » éditées par l'*Agence Polonaise Centrale de Lausanne.* La brochure « Occupation de Varsovie » a été publiée en polonais ; elle contient les ordonnances des autorités allemandes et les échos de la presse touchant l'occupation de Varsovie. Dans les « Informations documentées », quatre travaux ont été publiés jusqu'à présent en français : 1° Mesures des autorités allemandes, dans le Royaume de Pologne, concernant l'instruction publique, les tribunaux et l'autonomie locale ; 2° Evacuation par millions ; 3° Arrestation et déportation de la jeunesse polonaise ; 4° Statistique de la population polonaise.

A été confisquée de même la brochure de M. Lempicki, député polonais à la Douma, intitulée : « Grand problème international. »

Contre ceux qui facilitent la fuite des prisonniers

Le général-gouverneur allemand du Royaume de Pologne, von Beseler, a publié une ordonnance concernant les personnes qui facilitent la fuite aux prisonniers de guerre. D'après le paragraphe Ier, sera puni de mort quiconque engagera les soldats prisonniers russes ou d'une armée ennemie à la fuite, les secourra après où leur donnera asile ; quiconque les cachera, les pourvoira d'habits civils ou les aidera en quoi que ce soit ; enfin, quiconque empêchera l'arrestation de ces soldats. Si des circonstances atténuantes interviennent, le coupable peut être puni d'un emprisonnement allant jusqu'à 5 ans de maison d'arrêt, ou jusqu'à 10.000 marks d'amende. D'après le paragraphe II, les mêmes peines sont prévues pour quiconque ne fera pas savoir immédiatement, s'il le connaît, le lieu de séjour du prisonnier. Enfin, le paragraphe IV, statue que les communes dans lesquelles se réfugiera le prisonnier en fuite, seront passibles d'une amende allant jusqu'à 10.000 marks. Cette amende sera fixée par le gouverneur militaire.

Contre l'attitude des Polonais de Prusse

Dans la presse allemande, se font entendre continuellement des voix demandant aux Polonais de l'Empire allemand de renoncer une fois pour toutes à leurs tendances nationales séparatistes. Entre autres, le Dr *Neumann*, rédacteur de *La Correspondance nationale indépendante*, écrit textuellement ce qui suit :

« Les Polonais de l'Empire allemand sont loin d'admettre que notre législation antipolonaise (rationnelle ou non) avait uniquement pour cause la nécessité de nous défendre contre les tentatives de haute trahison ; ils sont encore plus éloignés d'un sentiment de reconnaissance pour avoir été délivrés du joug russe. Les Polonais de Prusse ne se laissent pas détourner de l'attitude choisie par eux, de l'innocence persécutée. Nous avons toutes sortes de raisons de leur être reconnaissants, car ils ne font pas de leur cœur une caverne de brigands. Quand nous aurons le temps et l'occasion de régler la question polonaise, nous nous souviendrons de ces déclarations et nous considérerons comme notre devoir le plus important, de nous tenir sur nos gardes. »

Les observations du Dr Neumann sont reproduites par les feuilles pangermanistes (*Alldeutsche Blatter*) qui les approuvent complètement.

Les Sociétés et les Conférences

Comité Français pour la Pologne Michelet-Mickiewicz

Siège Social : *184, boulevard Saint-Germain, PARIS.*

Sous le patronage de deux grands noms, de deux écrivains de génie qui ont porté au plus haut point l'amour de la Patrie et l'amour de l'Humanité, nous venons à vous pour que vous nous aidiez à faire connaître à la France la Pologne, ses grandeurs, ses souffrances, ses possibilités d'avenir.

Nous sommes quelques Français (et quelques fils à la fois de la Pologne et de la France) qui nous sommes réunis : savants, écrivains, artistes, industriels, membres des grands Corps de l'Etat, pour contribuer, en créant dans le monde entier un large courant d'opinion, à préparer la Pologne de demain.

La réparation des torts que ce grand peuple a subis il y a plus d'un siècle, la reconstitution, promise par la Russie, d'une Pologne libre nous paraît la base nécessaire d'une Europe régie par la Justice et le Droit.

Nous imposerons cette solution si nous faisons qu'elle apparaisse comme la seule possible à tous les cerveaux que le Pangermanisme n'a pas intoxiqués.

Venez donc à nous ! Aidez-nous à faire connaître l'Histoire de la Pologne, son état actuel, les misères de ses orphelins victimes de cette atroce guerre. Aidez-nous à secourir ces enfants, à leur rendre, dans les orphelinats qui seront créés, l'illusion du foyer qu'ils ont perdu, à leur assurer l'éducation qui fera d'eux de bons citoyens de leur patrie ressuscitée.

Donnez-nous votre nom, votre adhésion, votre offrande. Concourez avec nous à faire renaître, selon le mot du poète Krasinski, *la Pologne qui sera !*

Les Membres du Bureau et du Conseil de Direction :

MM. Jean Richepin, de l'Académie française, *Président.*
Ernest Denis, professeur à la Sorbonne, *Vice-Président ;*
Louis Léger, de l'Institut, professeur au Collège de France, *Vice-Président ;*
Charles Richet, de l'Institut, professeur à la Faculté de Médecine, *Vice-Président.*
Boleslas Niewenglowski, inspecteur général de l'Instruction publique, *Secrétaire général.*
Jacques Eger, ingénieur, *Trésorier.*
Jean Aicard, de l'Académie française.
Louis Barthou, député, ancien président du Conseil.
Paul Bégoin, professeur à la Faculté de médecine de Bordeaux.
Daniel Bellet, professeur à l'Ecole des Hautes-Etudes Commerciales, secrétaire perpétuel de la Société d'Economie politique.
Raphaël Blanchard, de l'Académie de Médecine, professeur à la Faculté de médecine.
Jean Boucher, statuaire.
Emile Bourdelle, statuaire.

MM. Emile Boutroux, de l'Académie française, directeur de la Fondation Thiers.
Paul Boyer, directeur de l'Ecole des langues orientales.
Adolphe Brisson, directeur des Annales politiques et littéraires.
Alfred Capus, de l'Académie française.
A. Chauffard, membre de l'Académie de médecine, professeur à la Faculté de médecine.
Léon Cledat, doyen de la Faculté des lettres de Lyon.
Alfred Croiset, membre de l'Institut, doyen de la Faculté des lettres de Paris.
Jean Cruppi, député.
Armand Dayot, inspecteur des Beaux-Arts.
A. Debidour, professeur à la Sorbonne.
E. Driault, directeur de la *Revue des études Napoléoniennes.*
Emile Faguet, de l'Académie française, professeur à la Sorbonne.
Gabriel Fauré, membre de l'Académie des Beaux-Arts, directeur du Conservatoire de musique.
Anatole France, de l'Académie française.
Charles Gide, professeur à la Faculté de Droit.
Emile Haumant, professeur à la Sorbonne.
Henri Hauser, professeur à la Faculté des lettres de Dijon.
Henri-Robert, bâtonnier de l'Ordre des avocats.
Edouard Herriot, maire de Lyon, sénateur.
L. Josserand, doyen de la Faculté de Droit de Lyon.
F. Larnaude, doyen de la Faculté de Droit de Paris.
Sylvain Lévi, professeur au Collège de France.
Henri Lichtenberger, professeur à la Sorbonne.
Paul Margueritte, membre de l'Académie Goncourt.
Louis Marin, député de Meurthe-et-Moselle.
A. Meillet, professeur au Collège de France.
A. Pitres, doyen honoraire de la Faculté de médecine de Bordeaux.
E. Régis, professeur à la Faculté de médecine de Bordeaux.
E. Réveillaud, sénateur.
Henri Roger, membre de l'Académie de médecine, professeur à la Faculté de médecine.
J.-H. Rosny aîné, membre de l'Académie Goncourt.
Olivier Sainsère, Conseiller d'Etat honoraire.
Paul Stapfer, doyen honoraire de la Faculté des lettres de Bordeaux.
Raymond Thamin, recteur le l'Académie de Bordeaux.
Charles Widor, secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts.
E. Zyromski, professeur à la Faculté des lettres de Toulouse.

EXTRAIT DES STATUTS :

Art. 2. — Est membre de l'Association toute personne, dont l'adhésion est acceptée par le Conseil de Direction.

La cotisation est fixée ainsi qu'il suit :

Membres Titulaires : 5 francs au moins par an.
Membres Donateurs : 20 francs au moins par an.
Membres Fondateurs : 250 francs, par portions de 50 francs.
Membres Bienfaiteurs : au-dessus de 250 francs.

Art. 3. — Le Comité Michelet-Mickiewicz se propose de faire rédiger des brochures sur la Pologne. Le bénéfice des brochures que l'on vendra, des concerts que l'on organisera, des conférences qui s'y joindront, sera exclusivement consacré à l'œuvre qu'entreprend le Comité Michelet-Mickiewicz.

Comité Lyonnais de Secours pour les victimes de la guerre en Pologne

Grâce à la généreuse initiative de M. E. Herriot, maire de Lyon, le Conseil Municipal, dans sa séance du 13 septembre 1915, répondant à l'émouvant appel de Henri Sienkiewicz aux peuples civilisés, a voté la somme de 5.000 francs pour les victimes de la guerre en Pologne. En même temps, le Conseil Municipal a créé le *Comité Lyonnais de secours pour les victimes de la guerre en Pologne.*

Ce Comité se propose de recueillir des dons en faveur de la Pologne malheureuse qui supporte les pires fléaux d'une guerre universelle.

Déjà en France, en Angleterre, en Italie et en Amérique des quêtes ont été organisées au profit des affamés de la Pologne. Quatre à cinq millions de francs jusqu'ici ont été envoyés en Pologne, quatre à cinq millions de francs pour vingt millions de Polonais, dont les deux tiers sont pauvres ou misérables.

Cependant, nous avons la ferme conviction que dans cette France si réputée par sa générosité, où, après les révolutions, des milliers de Polonais ont toujours trouvé un asile fraternel, dans cette France pour laquelle tant de Polonais sont morts sur les champs de bataille, la cause de secours aux Polonais trouvera auprès de la générosité publique un accueil aussi large qu'empressé.

Confiant dans l'esprit de charité que de tout temps Lyon a témoigné à toutes les infortunes, notre comité fait un pressant appel au public lyonnais.

C'est dans ce but que le Comité commence son action en donnant au courant du mois de janvier une représentation avec le concours des plus brillants artistes français et polonais.

Le « Comité Lyonnais de secours pour les victimes de la guerre en Pologne » se compose comme suit :

Président d'honneur : M. E. Herriot, sénateur, maire de Lyon.

Président : M. Gourju, conseiller général, avocat à la Cour.

MM. Barbero ; Dorme, E. Levy, professeur à la faculté de Droit ; Richerand ; A. Sallès, avocat à la Cour ; J. Vial ; A. Victor, conseillers municipaux.

M. le Président et MM. les membres de la Chambre de Commerce de Lyon ; Ch. Cabaud, consul Impérial de Russie, à Lyon ; E. de Desen, négociant ; A. Hehn ; St. Goldblum ; J. Litauer, étudiants polonais.

Adresse : 17, rue de l'Hôtel-de-Ville, à Lyon.

Action du Comité lyonnais de secours aux victimes de la guerre en Pologne

(*de Décembre 1915 au 11 Février 1916*)

Lyon, la ville des initiatives généreuses et soutenues, après s'être honorée déjà par la souscription de 5.000 fr. votée en septembre 1915 par son conseil municipal, sur la proposition de M. Herriot, maire de Lyon et sénateur du Rhône, en faveur du Comité polonais

de Lausanne, vient d'assurer, en quelque sorte, la continuité de ce geste libéral par la création d'un Comité de secours aux victimes de la guerre en Pologne.

Par sa constitution, ce Comité est une nouvelle expression de « l'union sacrée », car il réunit, dans une commune pensée de bienfaisance et de sympathie envers la Pologne souffrante, les opinions les plus diverses, représentées par M. Herriot, président d'honneur, M. Gourju, président actif, conseiller général du Rhône ; MM. Barbero, Darme, Emmanuel Lévy, Richerand, Salles, J. Vial et A. Victor, conseillers municipaux, M. le Président et les membtes de la Chambre de commerce, M. Ch. Cabaud, consul de Russie, etc., etc.

Dès sa création, le Comité a fait appel à la générosité lyonnaise, jamais lassée, comme l'atteste le chiffre imposant des souscriptions versées par la riche et noble cité depuis le début de la guerre jusqu'à ce jour. Nul doute que cette fois encore Lyon ne reste fidèle aux vieilles traditions de bienfaisance qui sont un des traits de son histoire.

Mais, à cet appel, rendu si urgent par la détresse des malheureuses populations polonaises, ne s'est pas bornée l'action du Comité. Il a fait plus et mieux en organisant une série de manifestations littéraires et artistiques, destinées à faire connaître la vitalité de la Pologne en même temps que le génie polonais dans son originalité et ses affinités avec celui de la France. C'était par là fortifier les vieilles sympathies traditionnelles déjà acquises à notre pays et en créer de nouvelles et de précieuses dans les milieux intellectuels et artistiques.

De plus, en acceptant le concours gracieux d'artistes polonais tels que MM. Jan, Tadé et Adam Styka pour une exposition de peinture et une cunférence sur la Pologne intellectuelle et artistique depuis les partages, et celui de MM. Bilewki et Lubelski et de Mesdames Jarecka, Jacowska d'Astoria et Amadéi Cwiklinska pour l'organisation du gala franco-polonais du 11 février au Grand Théâtre de Lyon, le Comité a, dans une certaine mesure, associé la Pologne elle-même à son effort généreux, témoignage d'estime très vivement senti par les cœurs vraiment polonais. Mme Félice Litvinne a apporté son inappréciable concours à certe belle solennité.

Placé sous le patronage de M. le général d'Amade, inspecteur d'armée et de M. le Préfet du Rhône et sous la présidence effective de M. Herriot, maire de Lyon et sénateur du Rhône, le gala du 11 février a été une vraie et ravissante surprise pour les Lyonnais qui nombreux remplissaient la salle, tant à cause de la nouveauté de l'entreprise que de l'excellence et de la variété du programme, très brillamment rempli.

Ce fut pour les Polonais dispersés dans l'assistance et parmi lesquels se trouvaient plusieurs volontaires de la Légion étrangère, dont quelques-uns décorés de la médaille militaire et de la croix de guerre, un moment d'indicible émotion que celui où ils entendirent acclamer leur glorieux drapeau national et la marche héroïque de Dombrowski. Puisse cette profonde joie être suivie d'un lendemain ! Mais quel que soit l'avenir réservé à leur Patrie, les Polonais de Lyon garderont mémoire de ce qu'a fait pour la Pologne, à l'heure la plus douloureuse peut-être de son histoire, la ville de Lyon, son généreux maire et le Comité lyonnais de secours aux victimes de la guerre en Pologne. B. S.

La résistance des Polonais de Prusse à la germanisation

M. Georges Bienaimé nous expose ici le résumé de ses conférences qui attirent à Paris et en province une nombreuse assistance. Le brillant conférencier à lui-même vaut une institution.

La présente guerre démontre à tous les yeux l'incroyable effort de germanisation accompli par les Allemands, non seulement dans les limites de l'Allemagne et de l'Autriche, mais dans le monde entier.

La nation polonaise soutient la lutte depuis des siècles, contre le germanisme envahissant; dans les plaines de l'Oder et de la Basse-Vistule, dans une région privée de frontières naturelles, et ouverte à la poussée audacieuse d'une race insinuante et conquérante, la Pologne supporte l'assaut de la *Kultur* allemande.

L'établissement des Chevaliers-Teutoniques dans la province de Prusse, et la germanisation que ces moines guerriers imposèrent au pays des Borussiens, entre la Vistule et la Pregel, fut un encouragement merveilleux à l'émigration allemande dans les pays de l'est.

Au XVII[e] siècle les électeurs de Brandebourg devenus ducs de Prusse rejettent déjà la suzeraineté de la Pologne, et préparent dans leurs Etats encore pauvres et médiocres une formidable armée destinée à conquérir tout à l'entour de leurs frontières, les territoires jugés convenables à « l'arrondissement » de la future monarchie prussienne.

C'est Frédéric II qui donne le signal du partage de la Pologne, afin de s'emparer de Dantzig et des territoires polonais de la Basse-Vistule qui séparent les deux parties de l'état prussien : le Brandebourg et la province de Prusse. C'est lui aussi qui transporte en grand nombre des paysans allemands en Pologne, en vue de la germanisation, et qui arrache 6.000 jeunes filles polonaises à leurs familles pour les marier en Allemagne.

Ce roi-bandit, auquel l'histoire adulatrice a donné le nom de grand, n'a cependant pas atteint tous les raffinements de la germanisation, et ses successeurs ont pris à tâche de le dépasser dans cette voie.

Depuis 1815, la Prusse détient quatre provinces polonaises ou partiellement polonaises.

La Posnanie et la Prusse occidentale (Dantzig) ont été arrachées à lo Pologne en 1772 et en 1793; ce sont des pays essentiellement polonais où les colons allemands (en minorité d'ailleurs) sont des intrus de date plus ou moins récente.

La Haute Silésie est demeurée en majorité polonaise malgré que depuis des siècles elle soit séparée de la Pologne; et la Prusse Orientale est également polonaise dans toute la région lacustre de Mazourie.

Ces pays que rien ne sépare de la Pologne russe sont foncièrement polonais; le jour où la domination prussienne viendrait à disparaître, le jour où l'instituteur, le prêtre, le fonctionnaire et le gendarme prussiens s'en iraient, le vernis germanique imposé à ces terres polonaises disparaîtrait lui-même.

Le gouvernement de Berlin le sait bien, et c'est pourquoi depuis 1815 et surtout depuis 1870, il a multiplié les efforts les plus insidieux ou les plus brutaux pour acquérir la terre polonaise, pour arracher le paysan polonais à sa campagne, pour l'obliger à quitter le pays polonais, pour le disperser dans les villes allemandes ou même le contraindre à l'exil dans le Nouveau-Monde. « La garde sur la Vistule est plus nécessaire que la garde du Rhin ! »

Pour cette œuvre, un milliard de marks ont été mis à la disposition du gouvernement prussien, par la caste orgueilleuse des

hobereaux du Landtag prussien, par ces descendants des conquérants teutoniques qui ont gardé la mentalité féodale de leurs aïeux. Ce milliard a été employé par les soins de l'administration prussienne à « déraciner » les propriétaires polonais, dans l'espoir de leur arracher leur patrie avec leur coin de terre.

Des villages entiers d'Allemands ont été bâtis aux frais de l'Etat sur des domaines polonais ; puis, les paysans polonais se sont vu interdire le droit de construire des maisons sur leurs propriétés ; puis enfin, le gouvernement prussien s'est fait donner le droit d'exproprier 70.000 hectares de terre polonaise à son choix.

La lutte en était à ce point quand la guerre éclata ; les Polonais, par une entr'aide active, avaient réussi à conserver la plupart de leurs terres et même à recouvrer une partie des acquisitions allemandes.

* * *

Ce n'était pas assez d'arracher leur terre aux Polonais, il fallait aussi leur faire oublier la langue nationale, et réduire le polonais, cette langue dont la littérature est aussi ancienne que celle de l'Allemagne, à la situation d'un simple patois de paysans.

En 1872, les lycées et collèges polonais deviennent des établissements allemands ; les écoles primaires polonaises sont germanisées peu à peu, la langue polonaise y disparaît d'année en année ; les enfants parlant le polonais, même en récréation, sont punis ; leurs parents, s'ils sont employés de l'Etat sont disgraciés ou révoqués.

L'instituteur prussien est un espion qui interroge les enfants pour leur faire dire la langue dont se servent les parents dans les conversations de famille.

En 1901, le gouvernement décide que l'enseignement religieux lui-même sera donné en allemand, et les enfants polonais n'hésitent pas à subir les châtiments corporels les plus brutaux plutôt que de réciter leurs prières en allemand. On assiste même à ce phénomène étrange d'une grève scolaire, d'une grève d'enfants qui préfèrent encourir des pénalités sévères plutôt que de transgresser les indications de leur conscience.

Quels ont été les résultats de l'entreprise de germanisation dont nous ne donnons ici que les deux modalités les plus odieuses et les plus dangereuses pour la nationalité polonaise, négligeant volontairement les mille tracasseries dont les Polonais sont l'objet de la part des autorités et même de la population allemandes.

Le résultat le plus net a été le suivant : les Polonais d'Allemagne étaient un million et demi en 1815, ils sont maintenant *quatre millions*, tous profondément conscients de la lutte qu'ils soutiennent pour leur nationalité. Ils ont perdu fort peu de terrain : le territoire à l'entour de Dantzig et le long de la Basse-Vistule est demeuré polonais, et devra être réclamé à la Prusse comme domaine polonais. La Posnanie est en majorité polonaise, de même que le pays mazoure.

Bien plus, les Polonais depuis un siècle ont reconquis le territoire de la Haute-Silésie, où l'on croyait leur race assoupie dans une atmosphère de profonde germanisation. Plus de 1.300.000 paysans, ouvriers, petits propriétaires et bourgeois, se sont révélés polonais, ardemment polonais. Au milieu d'eux vivent 600.000 Allemands, immigrés en grand nombre, ou bien même Polonais honteux qui n'osent pas confesser leur nationalité tant que la Prusse domine leur pays.

Quoi qu'il en soit, du golfe de Dantzig jusqu'à l'Oder supérieur, une population polonaise persiste, de quatre millions d'hommes, qui est une barrière vivante contre le germanisme envahisseur.

Cette fraction du peuple polonais, il faudra la rattacher au corps principal de la nation et reconstituer sur le flanc de la Prusse une Pologne libérale.

GEORGES BIENAIMÉ

Pour la Pologne

Un vœu de la Ligue des Droits de l'Homme

Le Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme — se référant à ses principes et aux événements actuels — vient d'émettre le vœu :

« Que les gouvernements alliés — qui luttent pour le Droit des peuples — s'engagent dès maintenant à reconnaître et à garantir l'indépendance de la Pologne ;

« Qu'aussitôt que le permettront les circonstances, les Polonais soient appelés, sur la base de l'égalité politique, à choisir librement leur constitution ».

Communiqué par la Ligue Française pour la Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Conférences avec Projections, Récitations et Chants sur la Pologne

Première série. — Salle Chateaubriand, rue Chateaubriand, 17 (Métro : station Alma).

Dimanche 12 mars, à 5 heures : la Femme Polonaise, par M. Marius Leblond, secrétaire du Comité Franco-Polonais.

Les Conférences suivantes auront lieu :

Salle d'Horticulture, 84, rue de Grenelle (Nord-Sud : station Bac).

Dimanche 19 mars, à 5 heures : Les Poètes polonais, par M. Welschinger, de l'Institut.

Dimanche 26 mars, à 5 heures : Les Artistes polonais, par M. Gabriel Mourey, conservateur au Musée de Compiègne.

Quelques œuvres d'artistes polonais résidant à Paris seront exposées toute la journée dans la petite salle. — Entrée : 0 fr. 25.

Deuxième série. — Salle d'Horticulture, 84, rue de Grenelle (Nord-Sud : station Bac).

Dimanche, à 5 heures, 2 avril : Le Soldat polonais à travers les âges, par le Capitaine Douay.

9 avril : Les Amis de la Pologne, par M. Oscar Havard, ancien rédacteur au journal *Le Monde*, directeur du *Soleil*.

16 avril : Les Saints polonais, par M. Vincent, professeur à l'Institut catholique.

En Mai 3e série avec le concours de M. Bellesort et du chanoine Collin.

Prix des places : Places réservées. — Pour une séance : 6 francs. La série de trois séances : 15 francs.

Places au centre de la salle. — Pour une séance : 4 francs. La série de trois séances : 10 francs.

Places dans les tribunes et en arrière. — Pour une séance : 2 francs. La série de trois séances : 5 francs.

Dans la salle d'Horticulture, il y aura des places à 1 franc sur

les côtés. Pour les enfants au-dessous de douze ans, accompagnés par leurs parents, ces places seront gratuites.

Facilités seront faites aux Patronages, Collèges, Pensionnats.

On trouve des billets au Bureau de la Protection Polonaise, 6, quai d'Orléans. Chez le concierge de la salle. A la maison Villemin, 11, rue de Bourgogne et chez Mlle Maugeret, 19, rue Bonaparte.

A Poitiers

Depuis la guerre, un mouvement en faveur de la renaissance de la Pologne, tend à s'accentuer dans le monde entier, grâce à la presse polonaise et aux conférences qui ont été faites en France et à l'étranger.

A Poitiers, un des plus distingués professeurs de notre Université, M. Boissonnade, membre correspondant de l'Institut, vient de faire deux cours publics sur les *Rapports de la France avec la Pologne du* XIIIe *au* XVIe *siècles*. Dans un langage clair et précis, il a montré les affinités de caractère qui unissaient les deux peuples également intelligents et chevaleresques, — et exposé, à l'aide de documents historiques, quelles furent les relations sociales, politiques, commerciales et littéraires de ces deux pays, les plus civilisés de l'Europe à cette époque, — enfin, dans une péroraison remarquable, après une énumération rapide des services rendus par les Polonais à la France de la Révolution et de l'Empire, il a formulé le vœu de voir renaître, avec ses anciennes frontières, ce grand pays qui serait le plus sûr rempart de l'Europe latine et slave contre le germanisme toujours menaçant.

Le Gérant : LOUIS COSSON.

Imprimerie de la Bourse de Commerce (G. Bureau), 35, rue J.-J.-Rousseau, Paris.